



Arrêté des Comptes 2012

Société Anonyme au capital de 31 838 310 euros
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau - 92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre - SIRET N° 562 088 542 00369



ARRETE DES COMPTES 2012

Sommaire

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	Page 5
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012	
• Bilan.....	Page 14
• Compte de Résultat.....	Page 15
• Résultat global	Page 16
• Tableau de variation des Capitaux Propres	Page 16
• Tableaux de flux de Trésorerie consolidés.....	Page 17
• Annexe des Comptes Consolidés (Notes 1 à 27).....	Page 20
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés	Page 48
COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2012	
• Bilan.....	Page 52
• Compte de Résultat.....	Page 54
• Tableaux de flux de Trésorerie.....	Page 55
• Annexe des Comptes Sociaux (Notes 1 à 19).....	Page 58
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels	Page 69

Société Anonyme au capital de 31 838 310 euros
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre – SIRET N° 562 088 542 00369
www.gevelot-sa.fr

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte pour vous rendre compte de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Sociaux ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2012.

Activités et Résultats du Groupe

Le Chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 202,1 M€ contre 220,8 M€ en 2011, soit un repli de 8,5 %, principalement du fait d'une conjoncture déprimée dans le Secteur Automobile et de l'Industrie.

Le Chiffre d'affaires du Secteur Extrusion, à 103,9 M€ est en baisse de 5,6 %, du fait de la baisse du Marché automobile européen. Le Chiffre d'affaires des Sites français est en repli plus marqué de 12,4 %, ce qui reflète les difficultés spécifiques de la filière automobile en France.

Le Site allemand constate une légère progression d'activité de 5,6 % due à de nouveaux marchés destinés à des Equipementiers et aux bonnes performances des Constructeurs locaux, à l'Export notamment.

Le chiffre d'affaires du Secteur Pompes à 83,5 M€ est en diminution de 12,0 %. Dans un contexte d'environnements géopolitiques fortement dégradés, le niveau de certains marchés Oil & Gas à l'Export n'a pu être maintenu sur cette période.

Le Chiffre d'affaires du Secteur Mécanique, à 14,7 M€ est en repli de 7,6 %. L'évolution négative des Marchés traditionnels n'a pu être que partiellement compensée par une bonne activité sur les pompes doseuses liées à l'Automobile dans le domaine de la dépollution.

Constatation de provisions sur les actifs industriels du Secteur Extrusion

Le Résultat consolidé de l'exercice 2012 a été fortement affecté par des dotations aux provisions pour dépréciation des actifs industriels du Secteur Extrusion d'un montant de 21,3 M€ (effet net sur le résultat consolidé après impôt de 14,4 M€) rendues nécessaires par l'évolution du marché automobile européen et les perspectives de rentabilité réduite qui en résultent.

Ces provisions ont été déterminées conformément à la norme IAS 36 (Note 2.2.4 de l'annexe) selon la méthodologie décrite en Note 4.3 en retenant des paramètres techniques (taux d'actualisation, croissance à long terme) mis à jour pour tenir compte du contexte économique caractérisant actuellement le secteur automobile européen.

Commentaires détaillés sur les résultats consolidés

Le Résultat opérationnel courant consolidé du Groupe s'établit en retrait, bénéficiaire à 9,0 M€ contre 20,8 M€ en 2011.

Après prise en compte de charges nettes opérationnelles constituées pour l'essentiel de provisions sur dépréciations d'Actifs industriels pour 21,3 M€ selon Norme IAS 36, le Résultat opérationnel consolidé est déficitaire de 12,1 M€ contre 20,3 M€ positif en 2011.

La Contribution du Secteur Extrusion est négative de 20,8 M€ (6,5 M€ positive en 2011). Elle intègre des provisions sur dépréciation d'Actifs IFRS évoquées plus haut liées aux mauvaises perspectives d'activité du Marché automobile européen et à la baisse de rentabilité de la Filiale Française.

La Contribution du Secteur Pompes est positive de 7,5 M€ (11,6 M€ en 2011) et celle du Secteur Mécanique de 0,5 M€ (1,3 M€ en 2011).

Le Résultat financier consolidé est négatif de 0,5 M€ contre un résultat négatif de 0,9 M€ en 2011.

En 2012, le produit net d'impôts consolidé s'établit à 4,1 M€. Il est constitué par des produits d'impôts différés pour 8,0 M€ (dont l'incidence des dépréciations selon Norme IAS 12 de 6,9 M€) et diminué d'une charge d'impôt courant sur les bénéfices de 3,9 M€. En 2011 la charge nette d'impôts consolidée s'établissait à 6,5 M€.

Après une contribution positive aux résultats des Sociétés mises en équivalence de 0,6 M€, le Résultat net consolidé de l'exercice 2012 s'établit déficitaire de 7,9 M€ après un Résultat net bénéficiaire de 13,7 M€ en 2011.

La Marge brute d'autofinancement reste positive et s'établit à 14,8 M€ contre 24,4 M€ en 2011.

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés (Note 19).

Investissements du Groupe

En 2012, les investissements incorporels se sont élevés à 1,5 M€ et les investissements corporels à 11,8 M€ soit au global 13,3 M€ contre 10,6 M€ en 2011. Par Secteur, ces investissements se sont élevés :

- à 1,6 M€ contre 0,1 M€ en 2011 dans Gévelot Holding,
- à 8,8 M€ contre 7,2 M€ en 2011 dans le Secteur Extrusion,
- à 2,6 M€ contre 3,0 M€ en 2011 dans le Secteur Pompes,
- à 0,3 M€ contre 0,3 M€ en 2011 dans le Secteur Mécanique.

Emplois

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2012, hors personnels temporaires, s'établissent à 1 286 personnes (dont 410 hors de France), contre 1 255 personnes (dont 399 hors de France) au 31 décembre 2011.

Structure bilantielle consolidée

Le total du bilan s'établit à 202,7 M€ contre 224,6 M€ à fin 2011, soit une baisse de 21,9 M€.

L'Actif non courant à 83,7 M€ est en baisse de 18,3 M€ (Investissements et Divers nets + 3,2 M€, Dépréciations - 21,5 M€) et l'Actif courant à 119,0 M€ est en baisse de 3,6 M€ dont 4,3 M€ expliqués par la Cession des Bureaux de Vanves.

Les Capitaux Propres à 131,2 M€ baissent de 9,6 M€, après prise en compte de la Perte nette consolidée de l'exercice 2012 pour 7,9 M€, des écarts de conversion négatifs pour 0,1 M€ et de 1,6 M€ liés au versement des dividendes à des Tiers.

Les Provisions pour risques et charges, à 8,2 M€, sont en baisse de 0,6 M€.

Les Dettes, à 63,3 M€, diminuent de 11,7 M€ du fait principalement du repli des passifs d'impôts différés pour 8,0 M€, de la baisse des dettes d'exploitation pour 1,4 M€, du repli des dettes financières pour 1,8 M€ et de la baisse des dettes sur immobilisations pour 0,5 M€.

Structure financière consolidée

La Structure financière nette consolidée (actifs financiers courants, trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts auprès des établissements de crédit et des dettes financières diverses), est toujours positive et s'établit à 14,7 M€, en amélioration de 9,3 M€ par rapport au 31 décembre 2011 du fait de la hausse de la trésorerie nette pour 10,1 M€, partiellement compensée par la hausse de l'endettement financier pour 0,7 M€ et la baisse des actifs financiers courants pour 0,1 M€.

Au total, l'Actif courant s'élève à 119,0 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les Tiers à moins d'un an, d'un montant de 52,6 M€.

En synthèse, le ratio "Endettement/Capitaux Propres" s'établit à 14,3 % contre 14,6 % à fin 2011.

Le ratio "Endettement/Chiffre d'affaires" s'élève à 9,3 % stable par rapport à 2011.

Le coût financier total de l'endettement s'élève en 2012 à 359 K€ (0,2 % du Chiffre d'affaires) contre 627 K€ en 2011 (0,3%).

Activité de la Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, constitué de loyers et de prestations, s'est élevé à 3 177 K€ contre 3 494 K€ en 2011, soit une baisse de 9,1 %. Les loyers sont en repli de 326 K€ du fait de la cession en février 2012 des Bureaux de Vanves, baisse compensée partiellement par une année pleine de facturation au titre des Bureaux loués à notre Filiale PCM à Levallois-Perret. Les prestations facturées restent stables (+ 1,1 %).

Le Résultat d'exploitation de l'exercice s'élève à 905 K€ contre 1 133 K€ en 2011. La baisse des coûts de charges externes a permis de limiter le repli de la rentabilité opérationnelle.

Après prise en compte d'une dépréciation sur les Titres détenus dans le capital de Gévelot Extrusion pour 4 997 K€, le Résultat financier est négatif de 2 991 K€ contre un résultat positif de 1 932 K€ en 2011. Ce résultat intègre la contribution de Filiales en termes de dividendes qui s'élève à 1 782 K€, identique à celle de l'an passé.

Le Résultat courant avant impôt ressort déficitaire à 2 086 K€ contre un bénéfice de 3 065 K€ en 2011.

Le Résultat exceptionnel, hors effet de l'intégration fiscale, est positif de 3 771 K€ contre un montant négatif de 138 K€ en 2011. Au global, il ressort positif à 2 741 K€ contre un résultat négatif de 212 K€ en 2011. Il intègre principalement la plus-value sur cession immobilière de 4 153 K€, des charges nettes d'amortissements dérogatoires pour 263 K€, des charges diverses pour 120 K€ ainsi qu'une dotation nette aux provisions intragroupe pour charge d'impôt futur de 1 030 K€.

Après une charge d'impôt sur les Sociétés de 1 675 K€ (intégrant 1 380 K€ d'imposition sur les plus-values immobilières) et la constatation de 1 073 K€ d'économie d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, le Bénéfice net social de Gévelot SA s'établit positif à 53 K€ contre 2 451 K€ en 2011.

Le montant des investissements s'élève à 1 573 K€, principalement du fait de l'acquisition en Octobre 2012 d'une nouvelle surface de bureaux à Levallois-Perret pour 1,4 M€.

Activité des Filiales de la Société-Mère

Les principales informations concernant les filiales de Gévelot SA présentées ci-après sont extraites des Comptes Sociaux établis selon les règles locales.

Données financières (en millions d'euros)

Filiales	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat net
Gévelot Extrusion	60,5	- 4,1	- 3,0
Dold Kaltfliesspress.	43,9	3,6	2,5
PCM SA	69,8	5,7	4,4
Gurtner	14,7	0,4	0,4

Filiales	Capacité d'Auto-financement	Investissements industriels	Investissements financiers
Gévelot Extrusion	-	5,5	-
Dold Kaltfliesspress.	3,5	3,1	0,4
PCM SA	5,3	2,3	0,3
Gurtner	0,9	0,3	-

Effectifs au 31 décembre 2012

Filiales	Total (*)
Gévelot Extrusion	463
Dold Kaltfliesspressteile	267
PCM SA	317
Gurtner	90

(*) Personnel temporaire exclu

Activités du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et de Développement se sont élevées en 2012 à 3,9 M€ dont des dépenses de développement de 1,2 M€ portées à l'actif consolidé dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Secteur Extrusion

En 2012, sur un total de 2,1 M€ de dépenses, un montant de 0,9 M€ a été activé au titre des frais de Recherche et Développement. Pour Gévelot Extrusion, le programme a été poursuivi sur le développement de nouvelles familles de pièces pour de nouveaux Marchés, dont, notamment des pignons de différentiels et des réducteurs.

Ces frais ont généré un Crédit Impôt Recherche de 0,5 M€.

Secteur Pompes

En 2012, les Services dédiés ont été réorganisés en mettant l'accent sur l'innovation d'ouverture et de rupture, l'accélération du développement de nouveaux produits ainsi que sur le soutien aux produits "catalogue existant" et le déploiement international de ceux-ci.

Les dépenses retenues dans le calcul du Crédit d'Impôt Recherche s'élèvent à 1,4 M€ pour l'exercice 2012.

Ces frais ont généré un Crédit d'Impôt Recherche de 0,4 M€.

Secteur Mécanique

Pour l'exercice 2012 il n'y a pas eu d'activation au titre des frais de Recherche et Développement qui se sont élevés à 0,4 M€.

Les efforts ont notamment porté sur des projets de compétitivité en GPL et sur des études de diversification dans le domaine des Pompes doseuses.

Ces frais ont généré un Crédit Impôt Recherche de 0,1 M€.

Perspectives du Groupe pour 2013

Face à une conjoncture nationale et internationale déprimée, les prévisions du Groupe sont incertaines, particulièrement pour les activités liées au Marché Automobile.

Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot S.A., sera constitué principalement de loyers provenant de Sites industriels de Gévelot Extrusion. Dans le cadre du renouvellement des baux à effet au 1^{er} janvier 2013, des diminutions des coûts locatifs nets ont été consentis au bénéfice de la filiale afin de contribuer aux efforts de rétablissement de sa rentabilité opérationnelle.

Après avoir loué en 2011 une partie de nos surfaces de bureaux de Levallois-Perret à notre filiale PCM, la nouvelle surface de bureaux acquise en Octobre 2012 a été donnée en location à des Tiers depuis Février 2013.

Cette nouvelle acquisition immobilière, d'un coût de 1,3 M€ a été refinancée à 80% en Janvier 2013 par un Crédit-bail immobilier sur 15 ans.

Des dividendes devraient être perçus de nos Filiales sur une base globale identique à l'année précédente. Du fait de la reprise des 30 % de parts détenues par Gévelot Extrusion, ce qui a porté notre détention à 100 %, le dividende reçu de Dold sera en progression.

Le Résultat net devrait rester bénéficiaire, hors réexamen des valorisations de nos Participations liées à l'automobile dans nos Actifs sociaux.

Secteur Extrusion

Les prévisions actuelles ne permettent pas d'envisager une reprise du Marché Automobile Européen en 2013.

Avec la persistance des difficultés rencontrées par nos principaux Clients, le Chiffre d'affaires consolidé de ce Secteur devrait être, au mieux, stable, la livraison de nouvelles fournitures compensant les baisses sur les marchés traditionnels.

La Contribution de la Filiale Allemande au Résultat consolidé de ce Secteur devrait rester positive.

Par contre, l'exploitation risque de rester déficitaire sur les Sites Français du fait des baisses de volumes. De ce fait, les plans d'adaptation et d'économie initiés à l'automne 2012 devront être poursuivis et amplifiés.

L'examen des dépréciations d'Actifs industriels de ce Secteur liés à la production automobile selon les Normes IFRS sera à nouveau effectué en fin d'exercice 2013.

La filiale Chinoise d'usinage de Dold "Suzhou Dold Automobile Components Manufacturing Co. Ltd" (Wujiang City province de Jiangsu) a été créée en novembre 2012 et inaugurée en janvier 2013. Les fabrications sont en cours de démarrage.

Secteur Pompes

Le Chiffre d'affaires de ce Secteur, après une année 2012 en repli, devrait à nouveau être en progression grâce à un bon niveau espéré de l'activité Oil & Gas.

La stratégie de développement international sera poursuivie avec pour objectif le renforcement de l'Innovation dans une volonté d'amélioration des process de production, de la qualité et de l'Organisation.

Une contribution opérationnelle positive aux résultats du Groupe devrait pouvoir, dans ce contexte, être maintenue, voire renforcée.

Secteur Mécanique

Un nouveau fléchissement du Chiffre d'affaires est attendu pour 2013.

Les Marchés traditionnels (Carburateurs) poursuivent leur décroissance.

L'activité liée à l'automobile (Pompes doseuses) risque d'être compromise par de nouvelles normes plus contraignantes en termes de dépollution. L'évolution de cette activité sera déterminante pour ce Secteur, de même que la consolidation et la croissance de l'activité Gaz GPL et Gaz naturel, faute de développements récents de produits viables et rentables.

Des efforts d'adaptation constants sont nécessaires pour préserver l'équilibre opérationnel.

Perspectives globales du Groupe

Hors éléments exceptionnels négatifs non chiffrables à ce jour, et sous réserve de l'évolution de la valeur des Actifs industriels selon Norme IAS 36, le Résultat net consolidé du Groupe en 2013 pourrait revenir à l'équilibre.

Fonctionnement des Organes Sociaux

Nous avons constaté avec peine le décès en Septembre 2012 de notre Administrateur, Monsieur Roberto BARABINO.

Le Conseil d'Administration est composé de sept Membres

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2012.

Délégation en cours de validité

Dans le cadre de l'adoption le 15 juin 2012 de la dixième Résolution de l'Assemblée Générale Mixte, le Conseil d'Administration a reçu délégation de mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions en vue d'annulation (rachat autorisé de 5,98% des actions composant le Capital Social pour un montant total maximum de 3 Millions d'Euros).

Cette autorisation court jusqu'au 15 Décembre 2013 et à ce jour, aucune opération n'a été réalisée dans ce cadre.

De même, la douzième Résolution adoptée lors de cette Assemblée Générale Mixte avait confié au Conseil d'Administration délégation pour annulation des actions éventuellement rachetées.

Cette délégation qui court jusqu'au 15 juin 2014 n'a donc pas, à ce jour, été suivie d'effets.

Des Résolutions de même nature sont proposées à votre Assemblée Générale Mixte

Administrateurs et Mandataires Sociaux

Il sera proposé à cette même Assemblée, la nomination de Madame Armelle CAUMONT-CAIMI née MARTIGNONI en qualité de nouvel Administrateur.

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des fonctions exercées par chacun des Mandataires Sociaux de la Société Gévelot au cours de l'exercice écoulé.

Des efforts d'adaptation constants sont nécessaires pour préserver l'équilibre opérationnel.

Fonctions

Monsieur Paolo MARTIGNONI, Président-Directeur Général, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gévelot Extrusion
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de PCM
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :
Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Sopofam

Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner
Fonctions hors Groupe : néant

Monsieur Mario MARTIGNONI, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Président-Directeur Général et Administrateur de PCM
Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de Gurtner
Amministratore et Presidente del consiglio di amministrazione de PCM GROUP Italia Srl

Fonctions hors Groupe :
Directeur Général Délégué et Administrateur de Sopofam

Madame Claudine BIENAIMÉ, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :
Membre du Conseil de Surveillance de Publicis Groupe SA
Membre du Comité d'Audit de Publicis Groupe SA
Membre du Comité de Rémunération de Publicis Groupe SA et par ailleurs :
Président-Directeur Général de la Société Immobilière du Boisdormant SA (France)
Directeur Général Délégué de :
- Rosclodan SA (France)
- Sopofam SA (France)
Gérant de la SCI Presbourg Etoile (France)

Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM

Fonctions hors Groupe :
Administrateur de Sopofam
Administrateur de Rosclodan
Administrateur de la S.A. Société Immobilière du Boisdormant

Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Fonctions hors Groupe :
Président du Conseil d'Administration de Rosclodan
Membre du Directoire de Meeschaert Family Office
Directeur Général de Meeschaert Family Office (France)
Administrateur de Meeschaert Family Office (Belgique)
Administrateur de Meeschaert Family Office (Suisse)
Membre du Directoire de la Financière Meeschaert

Monsieur Jacques FAY, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :
Administrateur de la FIM (Fédération des Industries Mécaniques)
Administrateur et Président de Profluid
Président du Groupement FIM Alimentaire

Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur,
n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe

Fonctions hors Groupe :
Manager Business Development Britton Group
Gérant de SCI.

Conséquences sociales et environnementales de l'activité

Gévelot S.A., publie en annexe de son Rapport de Gestion un document consolidé relatif au Développement Durable, reprenant des informations en matière Sociales et Environnementales, conformément aux dispositions prévues par les Articles R. 225-104 et R. 225-105 du Code de Commerce.

Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

Risques Généraux

1. Risques Marchés

Le Groupe est positionné sur plusieurs Marchés distincts, ce qui limite son exposition aux variations d'un seul secteur.

Le Marché du Secteur Extrusion

Sur le marché de l'automobile du Secteur Extrusion, les risques "marchés" sont de diverses natures :

- une stratégie d'approvisionnement de nos Donneurs d'ordres susceptible d'être affectée par leur stratégie globale d'alliances ou de participations croisées, les difficultés propres aux Constructeurs Français les conduisant à réexaminer leur capacité de production et à réduire leurs coûts.
- une prévision de baisse des ventes de véhicules neufs, effet de la conjoncture sur un marché structurellement sur-capacitaire en Europe. Cependant, nos fournitures sont parfois réexportées par nos clients vers leurs usines de montage dans des pays émergents (en Chine notamment),
- un marché qui se délocalise depuis plusieurs années vers les pays dits "Low Cost" avec deux conséquences : une perte de volumes lorsque des voitures ou sous-ensembles sont effectivement fabriqués à l'étranger ; une forte pression sur les prix de vente (et donc les marges), pression que nous devons affronter pour rester compétitif et éviter ces

délocalisations et donc des pertes de marché. Cette situation se retrouve aussi bien en France (Gévelot Extrusion) qu'en Allemagne (Dold).

Le Marché du Secteur Pompes.

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est sensible à la hausse du prix du baril, permettant la mise en équipement de pompes plus onéreuses. Cependant, le contexte géopolitique dans certains pays risque d'atténuer ou de différer les développements commerciaux attendus.

De par sa détention à hauteur de 45 % dans sa participation KUDU dont l'activité est uniquement pétrolière (installation de puits), PCM est d'autant plus sensible aux fluctuations de ce marché. En effet, Kudu assure environ 18 % des ventes de PCM dans le Secteur Pétrolier.

Les performances commerciales dans les domaines des autres pompes (Secteur Alimentaire et Secteur Industriel) sont généralement liées à l'activité économique, en France comme à l'étranger.

Le Marché du Secteur Mécanique

Ce Secteur subit, comme depuis déjà quelques années, la diminution constante de son marché des carburateurs "Première Monte" du fait de la délocalisation des productions de "Deux Roues" vers la Chine. Son activité "Rechange" se trouve aussi confrontée à une concurrence sur les prix de la part de pays "Low Cost" et est impactée par les contextes politiques locaux.

La pompe à additif, développée depuis quelques années, marché de Gurtner dans le Secteur automobile, connaît par contre un relatif maintien de volume, dans un contexte de prix faiblement rémunérateur. Ce marché est fortement dépendant de l'évolution normative en matière de dépollution.

Les diversifications récentes sur d'autres marchés liés à l'automobile (vapodétendeurs) n'ont pas à ce jour porté leurs fruits en terme commercial.

2. Risques Pays

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une partie de son activité, principalement dans le domaine du Secteur Parapétrolier, du fait, notamment, de sa présence dans des zones à risques géopolitiques importants (Proche et Moyen Orient, Afrique de l'Ouest et Amérique du Sud notamment).

Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Ils sont principalement rattachés à des risques de variations de taux de change, de taux d'intérêt mais aussi à de brusques variations des prix des matières premières.

1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

- Risques de change

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant

résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de la plupart de ses sites de production en zone Euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères, principalement en Dollars US.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologies des Fluides est basée sur un principe de facturation des entités de production du Groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe, principalement dans le secteur des Pompes, pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

- Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières, notamment l'acier dans le Secteur Extrusion. Afin de faire face à de futures variations qui pourraient impacter de manière significative la marge opérationnelle, le Groupe développe la multiplicité des sources d'approvisionnement et a recours quand cela lui est possible à des contrats contenant des clauses de variations de prix encadrées avec ses fournisseurs ou ses clients.

- Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses Clients.

Pour le Secteur Extrusion, l'activité est concentrée sur un nombre restreint de Clients qui présentaient traditionnellement d'excellentes garanties financières. Par ailleurs, ce Secteur est relativement protégé par ses produits, difficilement interchangeable, souvent objets de procédures d'homologation longues et complexes, qui le positionnent en Fournisseur incontournable sur de courtes périodes.

Depuis 2008, le Secteur Extrusion s'est désengagé de marchés à l'international (USA notamment) et s'est recentré sur les marchés nationaux européens (France et Allemagne) qui présentent une plus faible exposition aux risques d'impayés. Lorsque cela est possible, ce Secteur recourt à l'Assurance-Crédit.

L'activité du Secteur Pompes présente relativement plus de risques. Les Clients Européens de PCM ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet de procédures de recouvrement par des sociétés spécialisées.

Par contre, les grands Clients Export positionnés dans des zones à risques géopolitiques majeurs doivent faire l'objet d'un suivi spécifique.

Enfin, l'un des clients principaux de PCM sur le secteur Pétrolier est Kudu Inc., Société canadienne dans laquelle PCM détient 45% du Capital.

2. Risques financiers liés aux opérations de financement

Le Groupe fait appel au Secteur bancaire pour les opérations de financement de ses activités industrielles et commerciales qui le nécessitent.

La Société Gévelot Extrusion a réduit son endettement de moitié à fin 2012 par rapport à 2007. Pour les investissements industriels à venir, le financement par Crédit-Bail sera privilégié. La Société Dold pour ses développements internes et externes, pourra s'adosser, de plus, à une liquidité positive et, pour des investissements lourds, faire appel à du Crédit-Bail.

Les autres Sociétés du Groupe présentent un niveau d'endettement à ce jour, très faible voire nul, PCM ayant par ailleurs obtenu, en 2012, des concours financiers lui permettant de financer, à l'avenir, une partie de son développement à l'international ; ces concours sont, à fin 2012, non mobilisés. D'autres nouveaux concours sont en cours de négociation afin de faire face à de nouveaux Marchés conséquents si besoin était.

- Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire (montant d'emprunt significatif) le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, le Service trésorerie centralisé du Groupe analyse le portefeuille et propose les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés. Par sécurité, les financements obtenus en 2010 pour le Secteur Extrusion l'ont été pour moitié à taux fixe et les plus récents à taux fixe uniquement.

3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisées à l'étranger

- Risques pays

Le Groupe détient des actifs dans des pays où la stabilité politique et économique n'est pas assurée ; ces actifs ne représentent toutefois qu'une part non significative des actifs de l'ensemble du Groupe.

- Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets, principalement situés au Canada, aux USA et en Chine, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

Dettes Fournisseurs

(Article 24-11 de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 et Décret 2008-1492 du 30 décembre 2008)

Les Dettes Fournisseurs et comptes rattachés (exploitation et immobilisations) de Gévelot SA d'un montant de 103 K€ à fin 2012 (141 K€ à fin 2011) se décomposent de la manière suivante :

Années	Echu	<31 jours	31 à 60 jours	>60 jours	Total
2012	20 K€	65 K€	4 K€	14 K€	103 K€
2011	20 K€	39 K€	18 K€	64 K€	141 K€

Affectation des résultats

Il sera proposé l'affectation des résultats suivante :

. Bénéfice de l'exercice :	53 108,48 €
. Report à nouveau antérieur :	<u>3 789 317,83 €</u>
. Total à répartir :	3 842 426,31 €
. Dividende :	<u>1 637 398,80 €</u>
	- 1 637 398,80 €
. Report à nouveau après affectation :	<u>2 205 027, 51 €</u>

En cas d'approbation de la répartition mentionnée ci-dessus, le dividende de 1,80 € par action, éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques bénéficiaires et mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts, sera mis en distribution à partir du 28 juin 2013. Il sera servi sur la base de 909 666 actions composant le Capital social.

En application de l'Article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices, ces dividendes étant intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts.

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions servies	globales
2009	1,80	pm	953 710	957 543
2010	1,80	pm	909 666	912 166
2011	1,80	pm	909 666	912 166

Bourse

Pendant l'année 2012, le cours de l'action, sur NYSE Alternext Paris a évolué comme suit :

	Euros
Cours à fin 2011	47,00
Cours le plus bas	44,50
Cours le plus haut	62,00
Cours à fin 2012	46,01
Nombre de titres échangés en 2012	21 144
Nombre de titres échangés en 2011*	86 155

* dont rachat de 32 555 Actions pour annulation (rappel : rachat de 15 322 actions en 2010)

Afin mars 2013, le cours de l'action était de 44,50 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 3 840 titres.

Actionnariat

Au 31 décembre 2012, la Société Gévelot est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- La SOCIETE DE PORTEFEUILLE FAMILIAL (SOPOFAM), plus du tiers,
- Société ROSCLODAN, plus du vingtième.

Par ailleurs, le Fonds Commun de Placement STOCK PICKING FRANCE et la Société de gestion de portefeuille indépendante LA FINANCIERE DE L'ECHIQUIER détiennent chacune plus du vingtième du capital social.

Le Conseil d'Administration de Gévelot, par sa séance du 15 juin 2012 a mis en œuvre l'annulation des 2500 actions

autodétenues et cette annulation est devenue effective le 6 juillet 2012.

Le Capital social se compose désormais de 909 666 actions de 35 euros de nominal, soit 31 838 310 euros.

Projets de modifications concernant le Capital Social

Afin de reconduire le programme de rachat d'actions en vue de leur annulation, deux Résolutions, une à caractère ordinaire et une à caractère extraordinaire, seront proposées à la prochaine Assemblée Générale Mixte

Reconduction du Programme de rachat d'actions en vue d'annulation

Il sera proposé une Résolution à caractère ordinaire ayant pour objet d'autoriser le Conseil d'Administration, pour une nouvelle durée maximum de 18 mois, à faire acheter par la Société un nombre d'Actions représentant au maximum 6 % de son Capital arrêté à la date de la présente Assemblée, ce qui correspond à 54 580 Actions, pour un montant maximal de 2,0 M€.

Réduction de Capital par voie d'annulation d'actions à acquérir

Il sera proposé une Résolution à caractère extraordinaire ayant pour objet d'autoriser le Conseil d'Administration à annuler les Actions que la Société aurait rachetées dans le cadre de la reconduction du Programme de Rachat d'Actions, dans la limite de 6 % du Capital par période de 24 mois, en une ou plusieurs fois.

Cette autorisation est subordonnée à l'approbation du nouveau programme de rachat d'Actions.

Le Conseil d'Administration informera les Actionnaires réunis en Assemblée Générale annuelle de toutes les opérations réalisées en cas d'approbation de la présente Résolution.

Conseil d'Administration

Il sera proposé une Résolution à caractère extraordinaire ayant pour objet de modifier l'âge limite pour exercer les fonctions d'Administrateur en le portant de 75 à 78 ans.

En cas d'approbation de cette Résolution, l'Article 13 des Statuts sera modifié en conséquence.

Bureau du Conseil

Il sera proposé une Résolution à caractère extraordinaire ayant pour objet de modifier l'âge limite pour exercer les fonctions de Président et de Vice-Président en le portant de 75 à 78 ans.

En cas d'approbation de cette Résolution, l'Article 15 des Statuts sera modifié en conséquence.

Il sera proposé une Résolution à caractère extraordinaire ayant pour objet de modifier l'âge limite pour exercer les fonctions de Directeur Général en le portant de 75 à 78 ans.

En cas d'approbation de cette Résolution, l'Article 18bis des Statuts sera modifié en conséquence.

Charges non déductibles

(Loi du 12 juillet 1965 article 27)

Pour Gévelot S.A., les réintégrations de frais généraux dans le bénéfice fiscal imposable au cours de l'exercice 2012 se sont élevées à 27 908 € contre 35 045 € en 2011.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Holding

Gévelot SA a refinancé en janvier 2013 l'investissement réalisé en octobre 2012 de son acquisition de surfaces de bureaux sur Levallois-Perret, par un Crédit-bail immobilier sur quinze ans.

Les baux des Sites industriels mis à disposition de Gévelot Extrusion ont été renouvelés début janvier 2013 après un abattement net des loyers et charges locatives de 15 %. Une précédente baisse de 10 % avait été accordée lors de la révision triennale début 2010.

En mars 2013, les parts du Capital de Dold appartenant encore à la société Gévelot Extrusion (30%) ont été reprises par Gévelot SA pour une valeur de 6 M€ sur la base d'une Expertise indépendante réalisée en janvier 2013. Cette acquisition a été financée par compensation de Comptecourant pour 4,5 M€ et par règlement comptant en numéraire pour 1,5 M€.

Secteur Extrusion

Concernant la France, les baisses de programmes des Donneurs d'ordre se poursuivent dans un environnement sectoriel dégradé. Les mesures d'adaptation et d'économie prises en 2012 devront être amplifiées au vu d'absence de retour à l'équilibre opérationnel sur les premiers mois.

En Allemagne, l'activité se déroule conformément à nos prévisions dans un contexte de diversification de notre Clientèle.

La filiale en Chine a débuté ces dernières semaines une activité industrielle d'usinage à destination de Clients allemands développant leur production en Asie du Sud-Est.

Secteur Pompes

Les développements commerciaux à l'international se poursuivent sous l'impulsion de la nouvelle Direction dans des contextes géopolitiques parfois délicats.

Après avoir défini il y a dix ans une stratégie commerciale identifiée par Marchés puis renforcé et diversifié ses pôles productifs aux USA et en Chine, PCM poursuit l'évolution de son organisation juridique et fonctionnelle afin de maîtriser et d'adapter son développement.

Secteur Mécanique

Les troubles géopolitiques et économiques persistant chez les principaux Clients à l'export risquent d'affecter à nouveau l'activité et la rentabilité de Gurtner.

Les évolutions défavorables des Marchés de ce Secteur, la forte décroissance de l'activité carburateurs (deux-roues) et le déclin annoncé des pompes doseuses (industrie automobile) nécessiteront de nouvelles mesures d'adaptation afin de maintenir l'équilibre opérationnel.

Conformément à la Loi, le dépôt de ce Rapport au Greffe du Tribunal de Commerce sera effectué dans le mois de l'approbation des Comptes en Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration

Comptes Consolidés au 31 décembre 2012

Bilan consolidé au 31 décembre 2012

Référentiel I.F.R.S. ACTIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Montant net au 31.12.2012	Montant net au 31.12.2011
Ecart d'acquisition	973	950
Immobilisations incorporelles	5 217	5 344
Immobilisations corporelles	65 990	84 855
Actifs financiers non courants	1 482	1 292
Participations dans des entreprises associées	10 010	9 579
TOTAL ACTIF NON COURANT (I)	83 672	102 020
Stocks et en-cours	35 028	36 130
Créances clients et comptes rattachés	42 510	50 273
Autres débiteurs	5 754	4 884
Créance d'impôt exigible	2 352	1 046
Actifs financiers courants	3 594	3 653
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 822	22 285
Actifs non courants détenus en vue de la vente	-	4 300
TOTAL ACTIF COURANT (II)	119 060	122 571
TOTAL GENERAL (I + II)	202 732	224 591

Référentiel I.F.R.S. PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Montant net au 31.12.2012	Montant net au 31.12.2011
Capitaux propres attribuables à la société consolidante	131 175	140 796
Intérêts minoritaires	44	42
TOTAL DE L'ENSEMBLE DES CAPITAUX PROPRES (I)	131 219	140 838
Provisions non courantes	4 705	5 026
Passifs financiers non courants	7 889	6 161
Passif d'impôt différé	2 815	10 802
TOTAL PASSIF NON COURANT (II)	15 409	21 989
Dettes fournisseurs d'exploitation	21 923	22 799
Dettes fournisseurs d'immobilisations	779	1 274
Provisions courantes	3 480	3 717
Autres créditeurs	18 832	18 694
Passif d'impôt exigible	218	901
Passifs financiers courants	10 872	14 379
TOTAL PASSIF COURANT (III)	56 104	61 764
TOTAL DETTES (II+III)	71 513	83 753
TOTAL GENERAL (I + II + III)	202 732	224 591

Les notes n° 1 à 27 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat consolidé 2012

Référentiel I.F.R.S. COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)		Exercice 2012	Exercice 2011
Chiffre d'affaires	<i>Note 19</i>	202 074	220 784
Autres produits de l'activité courante	<i>Note 16</i>	3 215	1 614
Produits de l'activité courante	<i>Note 16</i>	205 289	222 398
Charges opérationnelles courantes	<i>Note 17</i>	(196 276)	(201 623)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	<i>Note 19</i>	9 013	20 775
Autres produits opérationnels		466	163
Autres charges opérationnelles		(21 592)	(664)
RESULTAT OPERATIONNEL	<i>Note 19</i>	(12 113)	20 274
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		359	300
Coût de l'endettement financier brut		(359)	(627)
Coût de l'endettement financier net		-	(327)
Autres produits financiers		927	726
Autres charges financières		(1 369)	(1 324)
RESULTAT FINANCIER	<i>Note 18</i>	(442)	(925)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS DES ENTREPRISES INTEGREES	<i>Note 19</i>	(12 555)	19 349
(Charge) / produit d'impôt	<i>Note 15</i>	4 074	(6 505)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		(8 481)	12 844
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	<i>Note 5</i>	593	880
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	<i>Note 19</i>	(7 888)	13 724
PART REVENANT AUX INTERETS MINORITAIRES		3	5
RESULTAT REVENANT A L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE		(7 891)	13 719
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (= RESULTAT DILUE PAR ACTION)		(8,67 €)	15,01 €

Le résultat par action se calcule en divisant le résultat attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe ou détenues comme actions propres. Il n'y a pas d'actions potentielles dilutives.

Le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat par action est de 909 666 pour l'exercice 2012 et de 914 160 pour l'exercice 2011 (cf. Note n° 3 - Capital social).

Les notes n° 1 à 27 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat global

Référentiel I.F.R.S.			Exercice	Exercice
(en milliers d'euros)			2012	2011
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE			(7 888)	13 724
Autres éléments de résultat :	Montant brut	Impôt produit / (charge)		
Ecarts de conversion	(92)	-	(92)	705
Réévaluation des terrains et constructions	-	-	-	720
Autres éléments de résultat nets d'impôt			(92)	1 425
RESULTAT GLOBAL			(7 980)	15 149

Tableau de variation des capitaux propres et intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Capital (cf Note 3)	Titres auto-détenus (cf Note 3)	Ecarts de réévaluation	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
SITUATION AU 31.12.2010	33 514	(474)	834	48	95 117	129 039	37	129 076
Opérations sur titres auto-détenus	-	(1 748)	-	-	-	(1 748)	-	(1 748)
Réduction de capital	(1 588)	2 071	-	-	(483)	-	-	-
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 639)	(1 639)	-	(1 639)
Résultat global 2011	-	-	720	705	13 719	15 144	5	15 149
SITUATION AU 31.12.2011	31 926	(151)	1 554	753	106 714	140 796	42	140 838
Réduction de capital	(88)	151	-	-	(63)	-	-	-
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 639)	(1 639)	-	(1 639)
Résultat global 2012	-	-	-	(91)	(7 891)	(7 982)	2	(7 980)
SITUATION AU 31.12.2012	31 838	-	1 554	662	97 121	131 175	44	131 219

Tableaux de flux de trésorerie consolidés 2012

FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

	2012	2011
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	(8 481)	12 844
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	31 023	10 711
- Actualisation des actifs et passifs financiers	27	51
- Variation des impôts différés	Note 15 (7 979)	476
- Moins-values de cession, nettes d'impôt	250	324
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées (1)	14 840	24 406
Dividendes reçus des Sociétés mises en équivalence	206	123
- Variation des stocks	Note 7 1 053	(6 811)
- Variation des créances clients	Note 8 7 673	(15 734)
- Variation des autres créances opérationnelles	(2 181)	(1 394)
- Variation des dettes fournisseurs	(799)	2 499
- Variation des autres dettes opérationnelles	(539)	(1 602)
Variation du besoin en fonds de roulement	5 207	(23 042)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	20 253	1 487
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 4 (13 312)	(10 607)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(212)	(3 538)
Total	(13 524)	(14 145)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	4 717	163
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	69	100
Total	4 786	263
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(495)	(257)
Incidence des variations de périmètre	-	500
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(9 233)	(13 639)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Dividendes attribués aux actionnaires de la Société Mère	(1 639)	(1 639)
- Autres variations	-	(1 748)
Total	(1 639)	(3 387)
- Mise en place des emprunts et dettes financières	5 461	1 493
- Remboursements des emprunts et dettes financières	(4 738)	(6 589)
Variation des emprunts et dettes financières	723	(5 096)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(916)	(8 483)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	10 104	(20 635)
Trésorerie à l'ouverture	12 309	32 831
Trésorerie à la clôture	Note 10 22 365	12 309
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie	48	(113)
	10 104	(20 635)

(1) Les impôts décaissés (nets des remboursements) au cours de l'exercice sont mentionnés dans la note 15.

**Annexe
des Comptes Consolidés
au 31 décembre 2012**

Annexe des Comptes Consolidés au 31 décembre 2012

Les notes n° 1 à 27 ci-après font partie intégrante des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

En date du 10 avril 2013, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Gévelot SA au 31 décembre 2012. Ces états financiers peuvent être modifiés tant que l'Assemblée Générale Mixte ne les a pas approuvés.

Note n° 1 : Informations relatives au périmètre de consolidation

1.1. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2012

Ont été consolidées selon la méthode d'intégration globale :

SOCIETES	SIEGE	N° SIREN N° SIRET	% de contrôle		% d'intérêts
			au 31.12.2012	au 31.12.2011	au 31.12.2012
HOLDING					
Gévelot S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	562088542 56208854200369			
EXTRUSION A FROID & USINAGE					
Gévelot Extrusion S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	399198951 39919895100010	99,99	99,99	99,99
Dold Kaltfliesspressteile GmbH	Langenbacher Strasse 17/19 78147 Vöhrenbach (Allemagne)		100,00	100,00	100,00
Suzhou Dold Automobile Components Manufacturing Co. Ltd.	Ping Wang Ecological Park Ping Wang Town - Lu Zhong Road 215221 Wujiang City - Jiangsu Province (Chine)		100,00	-	100,00
POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES					
PCM S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	572180198 57218019800184	99,99	99,99	99,94
PCM Deutschland GmbH	Wiesbadener Landstrasse 18 65203 Wiesbaden (Allemagne)		99,99	99,99	99,94
PCM Flow Technology Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)		99,99	99,99	99,94
PCM USA Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)	} sociétés détenues à 100 % par			
PCM Colombia SAS	Calle 104, No. 14A-45, Oficina 302 Bogota (Colombie)	} PCM Flow Technology			
PCM Group UK Ltd.	Pilot Road - Phoenix Parkway Corby, Northants NN17 5YF (Royaume-Uni)		99,99	99,99	99,94
PCM Group Australia Pty Ltd	c/o Grant Thornton Level 2, 215 Spring Street Melbourne, VIC 3000 (Australie)	} société détenue à 100 % par PCM Group UK			
PCM Trading (Shanghai) Co. Ltd.	Unit 10A01&10G03, Shanghaïmart 2299 Yanan Road (West) 200336 Shanghai (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM (Suzhou) Co. Ltd.	Ping Wang Ecological Park Ping Wang Town - Lu Zhong Road 215221 Wujiang City - Jiangsu Province (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM Muscat LLC	Alofuk Building, 1st Floor, Office 14, Shatti Al Qurum PO Box 167 PC 103, Muscat (Sultanat d'Oman)		99,99	99,99	99,94
PCM Middle East FZE	4A 106, 5EB741, Dubai Airport Free Zone Dubai (Emirats Arabes Unis)		99,99	-	99,94
PCM Group Italia Srl	via Rutilia 10/8 20141 Milano (Italie)		99,99	99,99	99,94
MECANIQUE / EQUIPEMENTS MOTEURS ET GAZ					
Gurtner S.A.	40, rue de la Libération 25300 Pontarlier (France)	542103635 54210363500026	100,00	100,00	99,95

Ont été consolidées par mise en équivalence :

SOCIETES	SIEGE	N° SIREN N° SIRET	% de contrôle		% d'intérêts
			au 31.12.2012	au 31.12.2011	au 31.12.2012
POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES					
Kudu Industries Inc.	9112 - 40 th street S.E. Calgary Alberta T2C 2P3 (Canada)		45,00	45,00	44,98
Kudu Pumps Inc.	2203 Timberloch Place, suite 100 The Woodlands, TX 77380 (Etats-Unis)				
Kudu Australia Pty Ltd.	Level 2, 147 Coronation Drive / PO Box 1843 Milton, QLD 4064 (Australie)				
Kudu Kazakhstan LLP	136 Dostyk Avenue RFCA Business Center, Office 502 Almaty, 050051 (Kazakhstan)				
Kudu Europe SRL	Negoiesti-Brazi Hall 8, 7 Piatra Craiului Str. Prahova Romania 107-086 (Roumanie)				
Kudu International Inc	Suite B, Port St Charles Heywoods, St Peter Barbados BB 26013 (La Barbade)				

1.2. Commentaires sur le périmètre de consolidation et les conditions de contrôle

- La société PCM Middle East a été créée en septembre 2012. Elle est détenue à 100% par la société PCM.
- La société PCM Colombia a été créée en octobre 2012. Elle est détenue à 100% par la société PCM Flow Technology.
- La société PCM Group Australia a été créée en novembre 2012. Elle est détenue à 100% par la société PCM UK.
- La société Suzhou Dold Automobile Components Manufacturing a été créée en novembre 2012. Elle est détenue à 100% par la société Dold Kaltfließpressteile.
- Aucun autre changement de périmètre de consolidation n'est intervenu en 2012.
- Les sociétés du Groupe ont toutes clôturé au 31 décembre 2012, sauf la participation Kudu qui a clôturé le 28 décembre 2012.
- Il n'y a pas, à notre connaissance, de restrictions significatives s'imposant aux filiales pour transférer des fonds à la Mère, Gévelot S.A., sous forme de dividendes en numéraire ou de remboursements de prêts ou d'avances.

1.3. Taux de conversion des comptes établis en devises étrangères

Les postes de bilan des sociétés ont été convertis aux taux de clôture du 31 décembre 2012 et les comptes de charges et de produits aux taux moyens, selon les parités suivantes :

Devises	Taux de clôture	Taux moyens
1 dollar des Etats-Unis	0,7579 €	0,7778 €
1 livre sterling	1,2253 €	1,2329 €
1 yuan renminbi chinois	0,1216 €	0,1233 €
1 rial omani	1,9689 €	2,0096 €
1 dollar canadien	0,7612 €	0,7783 €
1 dirham des Emirats Arabes Unis	0,2064 €	0,2109 €

Note n° 2 : Règles et Méthodes Comptables - Faits significatifs de l'exercice

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les Etats Financiers consolidés du Groupe Gévelot sont établis conformément aux principes et normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS ⁽¹⁾ (International Financial Reporting Standards), tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les Etats financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, l'Euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Nouveaux textes d'application obligatoire

Au 31 décembre 2012, les nouveaux textes d'application obligatoire dans l'Union européenne et intégrés pour la première fois par le Groupe sont les suivants :

- Amendement IFRS 7 "Instruments financiers : informations à fournir - Transferts d'actifs financiers" complétant les informations à fournir en annexe au titre des transferts d'actifs financiers.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne avec une entrée en vigueur au 1er janvier 2012 n'ont pas eu d'incidence significative pour Gévelot.

Nouveaux textes applicables par anticipation

Le Groupe n'a appliqué aucun amendement et aucune norme ou interprétation par anticipation.

Les textes suivants, adoptés par l'Union Européenne seront applicables au Groupe à compter du 1^{er} janvier 2013 :

- Amendement IAS 1 "Présentation des autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres". Cet amendement sera sans impact significatif sur l'information publiée par le Groupe;
- Amendement IAS 19 "Avantages au personnel". Cet amendement supprime notamment la possibilité, retenue par le Groupe, d'appliquer la méthode du corridor. Ceci conduira à comptabiliser immédiatement l'ensemble des écarts actuariels et des coûts des services passés au passif du bilan. Les variations d'écarts actuariels seront systématiquement enregistrées en autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, et le coût des services passés sera intégralement enregistré en résultat de la période. Cet amendement fixe également un taux de rendement des actifs financiers correspondant au taux d'actualisation utilisé pour calculer l'engagement net. L'application de ces changements au 31 décembre 2012 aura pour effet d'augmenter la provision pour

retraites de 1,7 M€ et de diminuer les capitaux propres de 1,2 M€; l'impact en résultat n'est pas significatif;

- Amendement IFRS 7 "Instruments financiers : informations à fournir - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers";
- IFRS 10 "Etats financiers consolidés". Cette norme propose une définition du contrôle reposant sur le pouvoir, l'exposition (et les droits) à des rendements variables et la capacité d'exercer ce pouvoir afin d'influer sur les rendements;
- IFRS 11 "Partenariats". Cette norme prévoit deux traitements comptables distincts selon qu'il s'agit d'une activité conjointe ou d'une coentreprise;
- IFRS 12 "Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités". Ce texte rassemble l'ensemble des informations à fournir en annexe au titre des filiales, partenariats, entreprises associées et entreprises structurées non consolidées;
- IFRS 13 "Evaluation à la juste valeur" qui précise comment déterminer la juste valeur lorsque son application est déjà imposée ou admise par une autre norme IFRS. Ce texte n'étend pas l'usage de la juste valeur à d'autres domaines que ceux existant déjà au sein des normes IFRS.

Aucun impact significatif n'est attendu de l'application des normes IFRS 10, 11, 12 et 13

Nouveaux textes non encore adoptés par l'Union Européenne

L'impact potentiel des principaux textes publiés par l'IASB ou l'IFRIC mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une adoption par l'Union Européenne en date de clôture est en cours d'analyse. Néanmoins, le Groupe ne s'attend pas à ce que les autres textes potentiellement applicables aux exercices ouverts au 1er janvier 2013 et au 1er janvier 2014 aient un impact significatif sur les comptes du Groupe.

Aucune application anticipée n'est envisagée à ce stade.

Rappel des méthodes première application IFRS

Pour l'établissement de son bilan d'ouverture au 1er janvier 2004, le Groupe s'est conformé aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption du référentiel IFRS » qui traite de la première adoption des normes internationales et des exceptions au principe d'application rétrospective de l'ensemble des normes IFRS.

A cette date, le Groupe a retenu les options suivantes quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

- les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas fait l'objet de retraitements rétrospectifs;
- les écarts actuariels sur engagements de retraite ont été constatés en contrepartie des capitaux propres pour leur montant cumulé au 1er janvier 2004;
- le montant cumulé des écarts de conversion au 1er janvier 2004 est remis à zéro en contrepartie des réserves consolidées, le montant des capitaux propres d'ouverture restant inchangé. Il ne sera en conséquence pas tenu

¹ Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

compte, dans les résultats de cession futurs d'entités consolidées ou associées, des écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS;

- la juste valeur des actifs au 1er janvier 2004 a été retenue comme coût présumé. La réévaluation en découlant a été portée en capitaux propres.

Présentation des comptes consolidés

Le Bilan est présenté sous la forme courant / non courant. Sont considérés comme courants, les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, d'une durée de douze mois. Les actifs et passifs financiers sont par nature classés en non courants à l'exception de leur quote-part à moins d'un an classée en courant.

Le Compte de résultat consolidé est présenté par nature en Charges et Produits.

2.1. Principes Comptables spécifiques à la Consolidation

2.1.1 Périmètre de consolidation

Les Etats financiers consolidés comprennent par intégration globale les comptes de Gévelot SA et des filiales sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. La date de prise ou de cessation de contrôle détermine l'entrée ou la sortie du périmètre d'intégration globale.

Les Sociétés dans lesquelles Gévelot SA ne détient pas le contrôle exclusif sont mises en équivalence dans les cas où une influence notable est exercée ou sont consolidées par Intégration Proportionnelle dans le cas de sociétés sous contrôle conjoint.

2.1.2 Conversion des comptes exprimés en devises

Les Etats Financiers des Filiales étrangères sont convertis en euros de la manière suivante :

- les postes du Bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les postes du Compte de Résultat sont convertis au taux moyen,
- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen.

Les écarts de conversion inclus dans les Capitaux Propres consolidés résultent donc :

- de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les Capitaux Propres d'ouverture,
- de la différence entre le taux de change moyen et le taux de change à la clôture, sur le résultat de la période et sur les autres variations des Capitaux Propres.

2.1.3 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les Actifs et Passifs monétaires libellés en devises

sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au Compte de Résultat en produit ou en perte de change. Les Actifs et Passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Nota : les cours retenus sont indiqués en Note 1.

2.2 Principes Comptables spécifiques au Bilan

2.2.1 Regroupement d'Entreprises

Les Regroupements d'Entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la Norme IFRS 3.

A la date d'acquisition, le Goodwill est évalué comme étant l'excédent du coût du Regroupement d'Entreprise sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la Juste Valeur nette des Actifs identifiables, Passifs, et Passifs éventuels acquis.

Les Goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de Test de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils sont susceptibles de s'être dépréciés.

Toute dépréciation constatée est irréversible.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des Actifs immobilisés" dans la Note 2.2.4.

2.2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au Bilan à leur coût historique. Elles sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité.

Les actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrés au Bilan à leur Juste Valeur à la date d'acquisition.

Les frais de recherche sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus de même que les coûts de développement non activés qui ne remplissent pas les critères de capitalisation selon IAS 38.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations incorporelles à hauteur du montant non financé.

Ainsi, pour les frais de développement, leur inscription à l'Actif est obligatoire (IAS 38) dès que l'Entreprise peut démontrer :

- que le projet est nettement identifié et les coûts de l'Actif ainsi immobilisé peuvent être individualisés et suivis de façon fiable, son intention et sa capacité technique et financière de mener le projet de développement à son terme,
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses engagées iront à l'Entreprise.

Les immobilisations incorporelles, font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Durées d'utilité :

Frais de développement : durée de vie des projets sous-jacents, comprise généralement entre 3 et 15 ans.

Logiciels : durée d'utilisation des logiciels, entre 2 et 15 ans.

Autres (brevets,...) : sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder 20 ans.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des Actifs immobilisés" dans la Note 2.2.4.

2.2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, principalement composées de Terrains, Constructions, Installations Techniques et Matériels de production, sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur, conformément à la Norme IAS 16.

Le Groupe Gévelot a opté pour la méthode de la réévaluation périodique de ses Terrains et Constructions à vocation Administrative ou Commerciale et situés sur un marché suffisamment actif. Les amortissements des constructions sont basés sur la durée d'utilité et la réévaluation périodique de la Valeur nette par rapport à une Valeur de Marché est estimée par un évaluateur professionnel qualifié. Ces évaluations ont lieu tous les trois ans sauf si, avant expiration de ce délai, une fluctuation de la juste valeur des actifs concernés nécessite une nouvelle expertise.

Pour ses autres immobilisations corporelles, notamment les terrains et constructions à vocation industrielle, le Groupe a décidé de ne plus pratiquer de réévaluation périodique au regard de la difficulté d'estimer ces biens sans tenir compte de leur activité. Leur valeur brute correspond à leur coût d'acquisition (ou à la dernière valeur réévaluée en date du 31 décembre 2007) diminué des amortissements cumulés et ne fait plus l'objet d'aucune réévaluation à compter du 1^{er} janvier 2008.

Dans le Secteur Extrusion, des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations corporelles à hauteur du montant non financé.

Prix de revient des Immobilisations

Les frais d'acquisition directement attribuables des immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces immobilisations pour leur montant brut d'impôts.

Selon le traitement de référence d'IAS 23, antérieur à l'application effective de sa révision, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Location-financement

Les Biens dont le Groupe a la disposition par contrat de location-financement, sont traités dans le Bilan et le Compte de Résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt lorsque le contrat a pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces Biens. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles ont reçu

les montants financés à l'origine par le bailleur, en contrepartie d'un "emprunt" inscrit au Passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les Biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée de manière similaire aux autres immobilisations de même nature ou sur la durée du contrat si celle-ci est inférieure et si la Société n'a pas la certitude d'en devenir propriétaire à l'échéance.

Amortissements

Les Amortissements sont calculés linéairement au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent ces immobilisations et correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- Terrains : non amortissables,
- Constructions (gros œuvre, aménagements, ravalements, étanchéité) : 10 à 40 ans,
- Installations Techniques, Matériels et Outillages industriels : 3 à 40 ans, sauf exceptions,
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs comptabilisés à leurs coûts historiques sont revues à chaque clôture. Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges opérationnels ».

2.2.4 Dépréciation des Actifs immobilisés

En application de la Norme IAS 36, le Groupe s'assure que la Valeur Nette Comptable de ses Actifs immobilisés n'excède pas leur Valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente.

En dehors des Goodwill et des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) des secteurs Extrusion et Mécanique qui font l'objet de Test de dépréciations annuels systématiques, la Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. La liste non exhaustive des indices externes ou internes à l'origine de cette estimation est la suivante :

- Indices externes :
 - baisse plus que la normale de la valeur de marché;
 - changements importants dans l'environnement technique, économique ou juridique, ayant un effet négatif sur l'entreprise;
 - augmentation des taux d'intérêt;
- Indices internes :
 - obsolescence ou dégradation physique non prévue par le plan d'amortissement;
 - performances économiques inférieures aux prévisions;
 - changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.

La Valeur recouvrable d'un Actif est la Valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa Valeur d'utilité.

Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un Actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La Valeur d'utilité est la Valeur actualisée des Flux de Trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue d'un Actif estimée sur la base des plans ou budgets établis sur 3 ans maximum. Au-delà les Flux sont extrapolés à l'infini par application d'un taux de croissance constant ou décroissant.

Les Tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie.

Le Groupe a défini ses Unités Génératrices de Trésorerie comme suit :

- Extrusion : chaque Société et chaque unité de production ont été considérées comme une UGT indépendante. Les Actifs de support communs à une Société ont été répartis proportionnellement sur les Unités de production de cette Société.
- Pompes : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante.
- Mécanique : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante

Pour chaque activité, un taux d'actualisation spécifique a été déterminé (voir note N°4)

Ces taux d'actualisation correspondent aux taux du rendement de placements sans risques, corrigés d'une prime de risque du marché "Actions", et de risques spécifiques liés à l'activité.

Une Perte de valeur est comptabilisée dès que la Valeur comptable de l'Actif ou de l'UGT à laquelle il appartient excède sa Valeur recouvrable.

2.2.5 Actifs financiers

Les Actifs financiers sont principalement constitués de prêts et de créances, ainsi que de placements dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne sont pas reconnus comme de la Trésorerie.

Ils se composent essentiellement de dépôts de garantie et de prêts accordés dans le cadre des Aides à la Construction.

Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les Actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste Valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Clients et autres Créances d'exploitation

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur (généralement égale au montant facturé), puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti avec la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Les Créances Clients sont maintenues à l'Actif du Bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un Tiers.

Des provisions pour dépréciations sont constituées si des risques de non-paiement spécifiques apparaissent sur des créances détenues par les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, les créances anciennes non réglées peuvent faire l'objet de dépréciations portant sur toute ou partie de la créance.

Les dépréciations (ou reprises de dépréciations) sont enregistrées dans les postes de produits et charges opérationnels courants.

2.2.6 Stocks et travaux en cours

Selon la Norme IAS 2 "Stocks", le coût des stocks doit comprendre l'ensemble des coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour mettre les stocks à disposition ; les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer le coût d'acquisition.

Les stocks sont évalués selon la méthode du prix ou du coût moyen pondéré.

Les stocks sont valorisés au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

La Valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et la réalisation de la vente.

Les stocks ne comprennent pas de coût d'emprunt.

Les matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués suivant les méthodes ci-après, selon les Sites : dernier prix d'achat connu, coût unitaire moyen pondéré.

Les produits fabriqués (en-cours et produits finis) sont valorisés à leur coût de production comprenant :

- Le coût des matières consommées,
- Les charges directes de production,
- Les charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien.

Dans le cas où la Valeur nette de réalisation devient inférieure à la Valeur comptable une provision est constituée pour le montant de la différence.

Dans le Secteur Extrusion des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces dans le cadre spécifique d'une commande reçue d'un Client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours à hauteur du montant financé.

2.2.7 Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La Trésorerie et les équivalents de Trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (moins de trois mois), liquides et sans risque de perte de valeur.

Les supports utilisés, auprès de grandes institutions financières, sont constitués, soit de dépôts bancaires à terme, soit de titres d'OPCVM de type monétaire sans risques spécifiques identifiés.

2.2.8 Capitaux Propres

Le Groupe vise à maintenir une bonne rentabilité de son capital tout en conservant une sécurité dans ses choix de gestion. La société consolidante n'a pas mis en œuvre de délégation intéressant les instruments de capitaux propres. Le Groupe n'est pas soumis à des contraintes externes particulières concernant le capital des entités qui le compose.

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.2.9 Provisions

Engagements de retraite et assimilés

Sur la base des Législations et Pratiques nationales, il existe dans le Groupe différents Régimes de retraite au bénéfice de certains Salariés.

Les Régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des Régimes à Prestations Définies (Régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation définie) sont comptabilisés au Bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture selon la méthode des unités de crédit projetées, diminuée de la juste Valeur des Actifs du Régime y afférent qui leur sont dédiés ajustés des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés. Les cotisations versées au titre des Régimes qui sont analysés comme des Régimes à Cotisations Définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses Salariés en matière de retraite. Ces engagements sont évalués conformément à IAS 19 et prennent en compte les charges sociales y afférentes.

En application des Règles locales, la Filiale allemande Dold fait face aux engagements sociaux qu'elle assume vis-à-vis de ses Salariés dans le cadre de Contrats conclus avec des Sociétés d'assurance.

Le Groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime et des écarts actuariels et coûts des services passés non encore comptabilisés.

Les écarts actuariels proviennent des distorsions entre les hypothèses utilisées et la réalité ou la modification des hypothèses de calcul des engagements et des Actifs affectés à leur couverture :

- taux de rotation des personnels
- taux d'augmentation des salaires
- taux d'actualisation
- taux de mortalité
- taux de rendement des Actifs

Le montant de la variation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi qui excèdent 10% de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement et la Valeur de marché des Actifs de couverture est comptabilisé en résultat en application de la méthode du corridor. Ces gains ou pertes sont reconnus sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des Membres du Personnel bénéficiant de ces Régimes.

Autres engagements sociaux

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles nationales du travail ou dans le cadre d'Accord d'Entreprise propre font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les Salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe sans contrepartie au moins équivalente. Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

Les Autres provisions non courantes font l'objet d'une actualisation si l'effet est significatif.

Les Passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'Entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. Ces passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au bilan, à l'exception de ceux correspondant à un regroupement d'entreprises. Ils font l'objet d'une information dans les engagements hors bilan.

2.2.10 Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, sauf dans le cadre de la comptabilité de couverture (ci-après Instruments dérivés et comptabilité de couverture).

Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement sont présentés en diminution des emprunts et sont pris en compte dans la détermination du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Tous les instruments dérivés (swaps) sont comptabilisés au Bilan à leur Juste Valeur et toute variation de leur juste Valeur est comptabilisée en résultat.

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la Norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture :

- en cas de couverture de Juste Valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa Juste Valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de Juste Valeur est inscrite en résultat. La variation de la Juste Valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement.

- en cas de couverture de Flux de Trésorerie (emprunt à taux variable swappé à taux fixe par exemple), la variation de la Juste Valeur du dérivé est inscrite en Capitaux Propres pour la partie efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des Flux couverts, et en résultat pour la partie inefficace.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à un cours coté sur un marché actif lorsqu'il existe ou à un cours de marché. A défaut, elle est calculée par un expert indépendant. La juste valeur des dérivés est obtenue auprès des contreparties bancaires.

La juste valeur des actifs et passifs financiers courants est assimilable à leur juste valeur au bilan compte tenu de leur échéance à court terme.

2.2.11 Impôts Différés

Conformément à la Norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les Valeurs comptables des Actifs et des Passifs et leurs Valeurs fiscales en appliquant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à cette date ou qui seront applicables lorsque la différence temporaire se résorbera.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable.

Au 31 Décembre 2012, les Actifs d'impôt différés ont été maintenus dans les comptes, leur récupération ayant été jugée probable.

Les Actifs et Passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale si l'entité a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Conformément à la Norme IAS 12, les Actifs et Passifs d'impôt différés ne sont pas actualisés.

2.3 Principes Comptables spécifiques au Compte de Résultat

2.3.1 Produits des activités ordinaires

Conformément à la Norme IAS 18 "Produits des activités ordinaires" les ventes de biens, diminuées des escomptes consentis, sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert de la propriété qui transfère à l'acquéreur les risques et les avantages économiques du bien. En général ce transfert a lieu lors de la livraison du bien.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ce financement entre dans le périmètre des « Produits des activités ordinaires » définis par la norme IAS 18. Le produit est constaté en chiffre d'affaires au rythme des étapes techniques validées par le client.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont comptabilisés dans les « Subventions d'exploitation ».

2.3.2. Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel

La Norme IAS 1 prévoit de faire figurer un nombre minimum de rubriques :

- Résultat opérationnel,
- Charges financières,
- Quote-part de résultat dans les Sociétés mises en équivalence,
- Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession,
- Charges d'impôt,
- Profit ou perte (ventilé entre part du Groupe et Minoritaires).

Par conséquent le Résultat Opérationnel peut être défini par la différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des Sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Le Résultat Opérationnel comprend la Contribution Economique Territoriale (CET) qui remplace la taxe professionnelle à partir du 1^{er} janvier 2010. La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1,5% de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée. Dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités la qualification donnée à la CET par le Groupe est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat, d'où son classement en Résultat Opérationnel, tout comme la taxe professionnelle l'était jusqu'en 2009.

Par option, le Groupe Gévelot a choisi de présenter un Résultat Opérationnel Courant défini comme la différence entre le Résultat Opérationnel total tel que vu précédemment et les "Autres Produits et Charges Opérationnels" qui représentent les événements inhabituels et peu fréquents. Ils sont définis de manière très limitative mais ne peuvent pas être qualifiés d'exceptionnels ou d'extraordinaires. Ils représentent pour l'essentiel le résultat des opérations de cession d'immobilisations, les charges de restructuration ainsi que le coût des litiges sociaux.

Le Résultat Opérationnel Courant est un solde de gestion qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance de l'Entreprise.

2.3.3 Charges financières

2.3.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période (Emprunts et placements bancaires, résultats des opérations sur Valeurs Mobilières de Placement).

2.3.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges correspondent essentiellement aux résultats des opérations de couverture de taux et de change.

2.4 Information Sectorielle

En application de la Norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée par secteurs d'activité définis selon les systèmes internes d'organisation et sur la structure de gestion du Groupe.

Les secteurs d'activité du Groupe Gévelot ont été définis comme suit :

- Extrusion à froid & Usinage,
- Pompes / Technologies des Fluides,
- Mécanique / Equipement moteurs et Gaz.

Les éléments de Gévelot S.A., qui ne peuvent pas être affectés directement à un secteur opérationnel tel que défini ci-dessus, sont positionnés en "autres activités".

B. FAITS SIGNIFICATIFS

Compte tenu des mauvaises perspectives d'activité en France et en Europe, le Groupe a constaté une dépréciation de 20,3 M€ sur les actifs du Secteur Extrusion.

Le management des Sites français de ce Secteur a lancé en octobre 2012 un plan d'économie et de compétitivité afin de permettre le retour progressif à l'équilibre opérationnel en 2013/2014.

Les diverses mesures identifiées sont en cours de déploiement et devraient contribuer à l'amélioration des marges commerciales (actions sur une progression des prix de vente et sur l'optimisation des coûts de production).

L'ensemble de ces mesures devraient permettre de restaurer la rentabilité de ces activités en France dans un contexte de difficultés spécifiques de la filière automobile française.

C. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DETERMINANTS

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances.

Estimations et hypothèses comptables déterminantes

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

a) Dépréciation estimée des Goodwill

Le Groupe soumet les Goodwill à un test annuel de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée dans la Note 2.2.4. Les flux futurs de Trésorerie tels qu'issus des budgets servent au calcul de la valeur recouvrable des Unités Génératrices de trésorerie. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations.

Les impacts de variation des taux d'actualisation et de variation des flux futurs sont malgré tout non significatifs au regard des Goodwill estimés.

b) Dépréciation des Actifs immobilisés de Production

La Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet Actif a pu perdre de sa valeur comme indiqué dans la Note 2.2.4. Les calculs permettant d'établir la valeur recouvrable ou la valeur d'utilité d'un Actif utilisent des prévisions basées sur des budgets établis sur 3 ans et des flux extrapolés par application de taux de croissance au-delà. Ces flux sont ensuite actualisés selon des taux spécifiques à chaque activité.

c) Les terrains et bâtiments à usage Administratif ou Commercial sont réévalués périodiquement par des experts indépendants. Entre chaque expertise, le Groupe vérifie l'absence d'indices laissant envisager des pertes de valeurs.

D. Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

Il n'y a pas eu de modification dans la présentation des comptes.

E. Evénements postérieurs à la clôture du Bilan

Dans une conjoncture nationale et internationale déprimée, les premiers mois de l'exercice 2013 subissent un retrait d'activité, conforme à nos prévisions, essentiellement pour l'activité liée au Marché Automobile en France.

En ce domaine, les mesures d'ajustements devront être amplifiées et complétées si les baisses de volumes s'accroissent.

Le Secteur Pompes continue à se développer et à investir, tant en France qu'à l'international.

Dans les domaines de l'innovation, du lean manufacturing et du lean management, les efforts engagés seront poursuivis. L'activité des premiers mois est en légère augmentation.

Note n° 3 : Capital social

(en euros)	Au 31/12/2011			Exercice 2012 Annulées	Au 31/12/2012		
	Ordinaires	Autodétenues	Total		Ordinaires	Autodétenues	Total
Actions ordinaires							
Nombre	909 666	2 500	912 166	2 500	909 666	-	909 666
Valeur nominale	35	35	35	35	35	-	35
Total	31 838 310	87 500	31 925 810	87 500	31 838 310	-	31 838 310

Composition du Capital Social :

Au 31 décembre 2012, le Capital Social autorisé s'élève à 31 838 milliers d'euros. Il est composé de 909 666 actions ordinaires de 35 euros de nominal chacune, émises et entièrement libérées.

Conformément à la onzième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012, le Groupe a procédé à l'annulation de 2 500 actions détenues en propre.

Au 31 décembre 2012, le Groupe ne détient aucune de ses propres actions.

Le Groupe n'a pas de plans d'option (achat et/ou souscription) d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la Société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants.

Note n° 4 : Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles

4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

	31.12.2012					
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations incorporelles
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	950	7 750	6 539	716	25	15 030
Acquisitions et augmentations	-	435	150	876	-	1 461
Sorties	-	(176)	(71)	(29)	-	(276)
Virement de poste à poste	-	643	235	(853)	(25)	-
Ecart de conversion	23	-	(4)	-	-	(4)
A la clôture de l'exercice	973	8 652	6 849	710	-	16 211
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	-	(4 636)	(5 050)	-	-	(9 686)
Dotations	-	(1 183)	(289)	-	-	(1 472)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	107	56	-	-	163
Ecart de conversion	-	-	1	-	-	1
A la clôture de l'exercice	-	(5 712)	(5 282)	-	-	(10 994)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	950	3 114	1 489	716	25	5 344
Valeur nette à la clôture de l'exercice	973	2 940	1 567	710	-	5 217

	31.12.2011					
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations incorporelles
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	923	6 269	6 803	633	-	13 705
Acquisitions et augmentations	-	1 054	210	727	25	2 016
Sorties	-	(109)	(635)	-	-	(744)
Virement de poste à poste	-	536	157	(652)	-	41
Ecart de conversion	27	-	4	8	-	12
A la clôture de l'exercice	950	7 750	6 539	716	25	15 030
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	-	(3 598)	(5 369)	-	-	(8 967)
Dotations	-	(1 133)	(292)	-	-	(1 425)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	95	613	-	-	708
Ecart de conversion	-	-	(2)	-	-	(2)
A la clôture de l'exercice	-	(4 636)	(5 050)	-	-	(9 686)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	923	2 671	1 434	633	-	4 738
Valeur nette à la clôture de l'exercice	950	3 114	1 489	716	25	5 344

4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles (suite)

31.12.2012

	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	5 332	32 648	185 037	11 217	2 477	1 826	238 537
Acquisitions et augmentations	-	346	3 704	928	6 769	104	11 851
Sorties	-	-	(4 381)	(636)	(12)	(57)	(5 086)
Virement de poste à poste	-	243	7 590	128	(6 209)	(1 752)	-
Ecart de conversion	22	(33)	(53)	(3)	(3)	-	(70)
A la clôture de l'exercice	5 354	33 204	191 897	11 634	3 022	121	245 232
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(219)	(6 655)	(139 160)	(7 648)	-	-	(153 682)
Dotations	(53)	(669)	(7 112)	(746)	-	-	(8 580)
Dépréciations nettes	-	-	(21 529)	-	-	-	(21 529)
Sorties	-	-	3 968	564	-	-	4 532
Ecart de conversion	-	3	14	-	-	-	17
A la clôture de l'exercice	(272)	(7 321)	(163 819)	(7 830)	-	-	(179 242)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	5 113	25 993	45 877	3 569	2 477	1 826	84 855
Valeur nette à la clôture de l'exercice	5 082	25 883	28 078	3 804	3 022	121	65 990

31.12.2011

	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	8 968	31 803	181 149	11 349	1 987	83	235 339
Acquisitions et augmentations	-	378	1 631	859	3 628	2 095	8 591
Réévaluation des terrains et constructions	637	-	-	-	-	-	637
Sorties	-	(4)	(552)	(1 341)	(47)	-	(1 944)
Virement de poste à poste	-	424	2 661	317	(3 091)	(352)	(41)
Actifs non courants détenus en vue de la vente	(4 300)	-	-	-	-	-	(4 300)
Ecart de conversion	27	47	148	33	-	-	255
A la clôture de l'exercice	5 332	32 648	185 037	11 217	2 477	1 826	238 537
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(626)	(5 951)	(132 889)	(8 171)	-	-	(147 637)
Dotations	(52)	(703)	(6 756)	(708)	-	-	(8 219)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des terrains et constructions	460	-	-	-	-	-	460
Sorties	-	4	528	1 248	-	-	1 780
Ecart de conversion	(1)	(5)	(43)	(17)	-	-	(66)
A la clôture de l'exercice	(219)	(6 655)	(139 160)	(7 648)	-	-	(153 682)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	8 342	25 852	48 260	3 178	1 987	83	87 702
Valeur nette à la clôture de l'exercice	5 113	25 993	45 877	3 569	2 477	1 826	84 855

Le total des investissements incorporels et corporels s'est donc élevé à 13 312 M€.

Les acquisitions de l'exercice concernent principalement des investissements industriels de capacité et de production.

4.2. Suivi des biens en location-financement

Les biens en location-financement ont fait l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actif correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété. La dette correspondante est enregistrée au passif du bilan.

Au compte de résultat, les loyers contractuels sont éliminés et remplacés par des dotations aux amortissements et des frais financiers.

	31.12.2012			31.12.2011		
	Matériels et outillages industriels	Autres	Total	Matériels et outillages industriels	Autres	Total
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	12 862	704	13 566	12 919	566	13 485
Acquisitions et augmentations	3 505	199	3 704	-	138	138
Sorties	-	-	-	(57)	-	(57)
A la clôture de l'exercice	16 367	903	17 270	12 862	704	13 566
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	(4 385)	(339)	(4 724)	(3 584)	(216)	(3 800)
Dotations	(1 141)	(162)	(1 303)	(858)	(123)	(981)
Sorties	-	-	-	57	-	57
A la clôture de l'exercice	(5 526)	(501)	(6 027)	(4 385)	(339)	(4 724)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	8 477	365	8 842	9 335	350	9 685
Valeur nette à la clôture de l'exercice	10 841	402	11 243	8 477	365	8 842

4.3. Méthodologie de valorisation

Dépréciations

Conformément au principe énoncé dans la Note 2.2.4, le Groupe a procédé au 31 décembre 2012, pour les UGT présentant un ou plusieurs indices de perte de valeur (Gévelot Extrusion, Dold et Gurtner), ainsi que pour l'UGT intégrant un écart d'acquisition (PCM Group UK), à une comparaison entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés estimés à partir des plans d'activité et d'investissements à trois ans. Les taux de croissance retenus pour l'extrapolation à l'infini des prévisions de flux de trésorerie au-delà de trois ans sont de 1% pour le Secteur Extrusion, 1% pour le Secteur Pompes et 1% pour le Secteur Mécanique (2% pour tous les Secteurs pour les tests réalisés fin 2011).

Les taux d'actualisation appliqués sont de 9% pour Gévelot Extrusion, 8% pour Dold en Allemagne, 11% pour le Secteur Pompes et de 11% pour le Secteur Mécanique (respectivement 8,5%, 8%, 11% et 11% pour les tests réalisés fin 2011) et correspondent au coût moyen du capital après impôt, compte tenu des taux de marché et des primes de risques spécifiques à chaque activité.

Compte tenu des mauvaises perspectives d'activité en France et en Europe du Secteur Extrusion, lié au Marché Automobile, observées particulièrement dès le deuxième semestre 2012, le Groupe a dû revoir plusieurs hypothèses pour la réalisation des tests de valeurs IFRS sur les actifs industriels liés à cette activité.

Ces approches reposent sur les meilleures estimations du Groupe dans un environnement économique incertain.

Les tests concluent que les flux futurs de trésorerie actualisés sont inférieurs à la valeur comptable des actifs des Sites français de Gévelot Extrusion. Une dépréciation a donc été enregistrée à hauteur de 13,4 M€.

Concernant le Site allemand de Dold, après valorisation déterminée par un Expert indépendant début février 2013, une dépréciation de 7,9 M€ a été constatée.

Au final, après prise en compte d'une dépréciation complémentaire de 0,2 M€ dans le Secteur Mécanique, l'impact global des dépréciations constatées en 2012 s'élève à 21,5 M€ et figure en résultat opérationnel.

La sensibilité des calculs de valeur d'utilité aux variations des différentes hypothèses est indiquée dans le tableau ci-après:

Variation	Valeur comptable de l'UGT	Ecart de valeur entre Test et Comptabilité	Taux d'actualisation	Taux de Croissance à l'infini	Variation flux de Trésorerie
			+0,5%	-0,5%	-10%
Secteur Extrusion					
Gévelot Extrusion	37,5 M€	+0,0 M€	-2,0 M€	-1,5 M€	-3,7 M€
Dold	18,4 M€	+0,0 M€	-1,1 M€	-0,8 M€	-1,8 M€
Total Secteur Extrusion	55,9 M€	+0,0 M€	-3,1 M€	-2,3 M€	-5,5 M€
Secteur Pompes					
PCM Group UK	1,8 M€	+0,0 M€	-0,1 M€	-0,1 M€	-0,2 M€

En l'absence d'indice de perte de valeur sur le Secteur Pompes, aucun test de valeur n'a été réalisé sur ce secteur excepté pour PCM Group UK.

La sensibilité des calculs de la valeur d'utilité n'est pas applicable pour la filiale Gurtner, les actifs immobilisés ayant déjà été dépréciés jusqu'à leur valeur vénale, qui constitue un seuil minimum de valeur recouvrable.

Note n° 5 : Participations dans des entreprises associées

Les participations mises en équivalence concernent :

(en milliers d'euros)		31.12.2011	Résultats de l'exercice	Dividendes	Variation de périmètre	Ecarts de conversion	31.12.2012
Kudu Industries Inc.	K€	9 579	593	(206)	-	44	10 010
Total		9 579	593	(206)	-	44	10 010

Les principales données financières relatives aux Sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en milliers de devises)		Total Bilan		Chiffres d'affaires		Capitaux propres		Résultat de l'exercice	
		31.12.2012	31.12.2011	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2012	31.12.2011
Kudu Industries Inc.	KCAD	89 440	62 961	132 148	114 579	29 223	28 129	1 694	2 691
	<i>En K€</i>	<i>68 083</i>	<i>47 643</i>	<i>102 855</i>	<i>83 299</i>	<i>22 245</i>	<i>21 285</i>	<i>1 318</i>	<i>1 956</i>

Des contrats de distribution lient la Société PCM à sa participation Kudu Industries Inc. concernant la fourniture de pompes.

Le chiffre d'affaires de Kudu Industries Inc. est constitué pour près du cinquième de produits en provenance de PCM.

Note n° 6 : Actifs financiers

	2012	2011
Non courants		
Autres titres immobilisés	3	2
Prêts	483	427
Autres	996	863
Total actifs financiers non courants	1 482	1 292
Courants		
Prêts	94	153
Dépôts bancaires à terme à plus de trois mois	3 500	3 500
Total actifs financiers courants	3 594	3 653
Total des actifs financiers	5 076	4 945

Les prêts correspondent à des prêts aux salariés dans le cadre des aides à la construction dont la durée de remboursement est de 20 ans. Ces prêts à taux nuls sont actualisés à la date de mise en place pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs

Les dépôts bancaires à terme à plus de trois mois correspondent à des placements dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne sont pas reconnus comme de la Trésorerie, bien qu'ils soient parfaitement liquides et sans risques.

Note n° 7 : Stocks et en-cours

	2012	2011
. Matières premières et autres approvisionnements	18 216	18 925
. En-cours de production	7 016	7 575
. Produits intermédiaires et finis	12 428	10 341
. Marchandises	1 165	2 494
Montant brut	38 825	39 335
. Matières premières et autres approvisionnements	(2 255)	(2 107)
. En-cours de production	(458)	(338)
. Produits intermédiaires et finis	(857)	(722)
. Marchandises	(227)	(38)
Dépréciations	(3 797)	(3 205)
Total	35 028	36 130

Note n° 8 : Créances clients et comptes rattachés

	2012	2011
Montant brut	43 978	51 898
Dépréciations	(1 468)	(1 625)
Total	42 510	50 273

Les conditions de couverture de risques de crédit sont mentionnées dans le Rapport de Gestion

Du fait de la domination par un faible nombre d'acteurs des marchés sur lesquels le Groupe opère (dans le secteur de l'Automobile principalement), le Groupe réalise une part significative de son chiffre d'affaires consolidé avec des clients importants représentant individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé. La part du chiffre d'affaires sectoriel réalisé avec ces clients importants représente 48,3% pour le Secteur Extrusion en 2012.

De même, dans le Secteur Pompes, une part du chiffre d'affaires supérieure à 10% est réalisée avec un client important, la société Kudu, entreprise canadienne liée et consolidée par mise en équivalence (Note 26).

La baisse du poste clients concerne principalement le Secteur Pompes et est dû essentiellement aux règlements des Grands Clients export en retard à fin 2011.

Note n° 9 : Autres débiteurs

	2012	2011
Avances et acomptes versés sur commandes	668	343
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	2 289	1 997
Personnel	75	75
Fournisseurs débiteurs	271	576
Débiteurs divers	1 473	905
Charges constatées d'avance	978	988
Total	5 754	4 884

Note n° 10 : Trésorerie et équivalents de Trésorerie

	2012	2011
Liquidités	14 062	19 284
Dépôts bancaires à terme	9 471	1 543
SICAV et Fonds communs de placement monétaires euro	6 289	1 458
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	29 822	22 285

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur et sont d'échéance à court terme.

Les taux des dépôts bancaires à terme sont compris entre 0,43% et 2,95%.

1,2 M€ de la trésorerie appartenant aux entités chinoises du Groupe est destiné à financer leur développement.

Au sein du tableau consolidé des flux de Trésorerie, la Trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2012	2011
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	29 822	22 285
Découverts bancaires	Note 14 (7 457)	(9 976)
Trésorerie nette à la clôture	22 365	12 309

Les découverts bancaires correspondent pour l'essentiel à la mobilisation de créances commerciales à court terme.

Note n° 11 : Autres créditeurs

	2012	2011
Avances et acomptes reçus sur commandes	751	838
Dettes fiscales hors impôts sur les sociétés, Personnel et Organismes Sociaux	12 307	13 754
Créditeurs divers	1 575	2 811
Produits constatés d'avance	4 199	1 291
Total	18 832	18 694

Note n° 12 : Provisions

	01.01.2012	Dotations	Reprises		31.12.2012		
			provision utilisée	provision non utilisée	Total	A moins d'un an	A plus d'un an
Provisions pour risques							
. Provisions pour litiges sociaux	310	-	(121)	(49)	140	37	103
. Autres provisions pour risques	2 855	57	(340)	(253)	2 319 (*)	2 319	-
Total	3 165	57	(461)	(302)	2 459	2 356	103
Provisions pour charges							
. Autres provisions pour charges	1 283	520	(245)	(130)	1 428 (**)	1 108	320
. Provisions pour restructuration	435	-	(419)	-	16	16	-
. Provisions pour retraites (Note 13)	3 601	442	(51)	-	3 992	-	3 992
. Provisions pour médailles du Travail	259	31	-	-	290	-	290
Total	5 578	993	(715)	(130)	5 726	1 124	4 602
Total provisions	8 743	1 050	(1 176)	(432)	8 185	3 480	4 705

(*) Les autres provisions pour risques comprennent notamment la constatation de risques pays pour 2,1 M€.

(**) Les autres provisions pour charges comprennent :

- provisions pour charges liées à l'exploitation	162	155
- provisions pour charges de nature sociale	67	41
- provisions pour charges de nature commerciale	1 054	1 232
	<u>1 283</u>	<u>1 428</u>

Note n° 13 : Avantages au Personnel

Le Groupe accorde des avantages postérieurs à l'emploi à son personnel employé en France et en Allemagne. Ces charges sont comptabilisées :

- en résultat opérationnel courant pour le coût des services rendus, les prestations payées et les amortissements des services passés non acquis et des écarts actuariels;
- en résultat opérationnel pour les réductions/liquidations du régime;
- en autres produits et charges financiers pour l'actualisation des droits acquis et le rendement attendu des actifs.

Indemnités de Fin de Carrière

	France	Allemagne	2012	2011
Provision au bilan				
Valeur actualisée des obligations couvertes	6 007	3 062	9 069	6 870
Juste valeur des actifs du régime	(3 347)	-	(3 347)	(3 151)
Sous-total	2 660	3 062	5 722	3 719
Services passés non acquis non comptabilisés (changement de régime)	(493)	-	(493)	(542)
Gains/(Pertes) actuariels non comptabilisés	(359)	(878)	(1 237)	424
Provision comptabilisée au bilan	1 808	2 184	3 992	3 601
Valeur actualisée des obligations couvertes				
A l'ouverture de l'exercice	4 788	2 082	6 870	6 460
Coût des services rendus	231	59	290	281
Coût financier	218	94	312	294
Prestations payées	(13)	(51)	(64)	(455)
Réduction / liquidation du régime	-	-	-	-
Changement de régime	-	-	-	-
Ecart actuariel de la période	783	878	1 661	290
Valeur actualisée des obligations couvertes	6 007	3 062	9 069	6 870
Juste valeur des actifs du régime				
A l'ouverture de l'exercice	3 151	685	3 836	3 937
Rendement effectif	109	2	111	117
Cotisations	100	113	213	260
Remboursement exceptionnel	-	-	-	-
Prestations payées	(13)	(51)	(64)	(478)
Juste valeur des actifs du régime	3 347	749	4 096	3 836
Variation des provisions				
A l'ouverture de l'exercice	1 519	2 082	3 601	3 416
Charges / (produits) de l'exercice	389	102	491	445
Décassements	(100)	-	(100)	(260)
Remboursement exceptionnel	-	-	-	-
Variation des provisions	1 808	2 184	3 992	3 601
Charge totale comptabilisée en résultat				
Coût des services rendus	231	59	290	281
Coût financier	218	94	312	294
Prestations payées	-	(51)	(51)	(46)
Rendement effectif	(109)	-	(109)	(110)
Réduction / liquidation du régime	-	-	-	-
Services passés non acquis comptabilisés	49	-	49	49
Ecart actuariel comptabilisé (corridor)	-	-	-	(23)
Charge / (produit) comptabilisé(e) en résultat	389	102	491	445

Hypothèses actuarielles principales

- Taux d'actualisation	2,75%	2,75%
- Taux d'augmentation des salaires	2,50%	0%
- Age de départ à la retraite	62 ans (non cadres), 64 ans (cadres)	65 ans
- Taux de rendement attendu des actifs	4,00%	4,50%

Evolution de l'écart actuariel non comptabilisé

	Ecart actuariel 2012	Ecart actuariel 2011
Analyse des variations de l'écart actuariel non comptabilisé		
Stock des écarts actuariels en début de période	424K€	737K€
Amortissement de l'année	-K€	-23K€
Ecart de l'année	-1 661K€	-290K€
Stock des écarts actuariels en fin de période	-1 237K€	424K€

Les évaluations des engagements de retraite sont réalisées par des actuaires indépendants.

En application d'IAS 19.104A, les actifs de Dold sont comptabilisés en actifs distincts. Le montant au 31/12/2012 s'élève à 749 K€ et figure en "actifs financiers non courants".

Les médailles du travail versées par les sociétés du Groupe à leur personnel font l'objet d'une provision calculée par un actuaire indépendant (voir note n° 12).

Note n° 14 : Passifs financiers

14.1. Passifs financiers

	2012	2011
Non courants		
Emprunts bancaires	7 749	6 005
Emprunts et dettes financières divers	140	156
Total passifs financiers non courants	7 889	6 161
Courants		
Emprunts bancaires	3 415	3 693
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Instruments dérivés	-	710
Découverts bancaires	7 457	9 976
Total passifs financiers courants	10 872	14 379
Total des passifs financiers	18 761	20 540

Les découverts bancaires correspondent à la mobilisation de créances commerciales à court terme pour 7,1 M€ et au recours à des lignes de crédit à court terme pour 0,4 M€.

Le Groupe a reçu des aides à l'innovation de la part de OSEO Innovation. Ces aides sont d'échéances échelonnées entre 2013 et 2016 et figurent en "emprunts bancaires".

A fin 2012, ces aides à l'innovation comprennent une partie remboursable pour 0,4 M€ et une partie conditionnée pour 0,6 M€.

Ces aides à taux nuls sont actualisées à la date de mise en place pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs.

14.2. Variations des passifs financiers

	01.01.2012	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2012
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	10 408	(4 722)	5 478	11 164
Emprunts et dettes financières divers	156	(16)	-	140
Passifs financiers (hors découverts)	10 564	(4 738)	5 478	11 304
Découverts bancaires	9 976	(9 976)	7 457	7 457
Total	20 540	(14 714)	12 935	18 761

14.3. Ventilation des passifs financiers par échéance

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	11 164	10 408	3 288	4 406	7 297	5 982	579	20
Emprunts et dettes financières divers	140	156	140	16	-	140	-	-
Découverts bancaires	7 457	9 976	7 457	9 976	-	-	-	-
Total	18 761	20 540	10 885	14 398	7 297	6 122	579	20

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont couverts par des sûretés réelles à hauteur de 1,3 M€.

14.4. Suivi des passifs financiers liés à la location-financement

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Dettes et Crédits Bailleurs	6 204	4 913	2 045	2 132	4 159	2 761	-	20
Total	6 204	4 913	2 045	2 132	4 159	2 761	-	20

14.5. Ventilation des passifs financiers par principales devises

	Total		Euros		Dollars américains		Rial Omani	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	11 164	10 408	11 164	10 408	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	140	156	140	140	-	-	-	16
Découverts bancaires	7 457	9 976	7 457	9 976	-	-	-	-
Total	18 761	20 540	18 761	20 524	-	-	-	16

14.6. Ventilation des passifs financiers par nature de taux

	2012	2011
Taux variables non couverts (*)	1 111	1 555
Taux fixes	3 972	4 067
Intérêts	17	29
Découverts	7 457	9 976
Location-financement (taux fixes)	6 204	4 913
Total	18 761	20 540

(*) les emprunts à taux variables non couverts sont d'échéances échelonnées entre 2013 et 2015.

Les taux d'intérêt moyens pondérés sont Euribor 3M + 2,55 pour les emprunts à taux variables non couverts.
Pour les emprunts à taux fixes, les taux d'intérêt se situent entre 4% et 5,5%.

Note n° 15 : Impôts

15.1. Impôts exigibles

	01.01.2012	Paiements	Acomptes	Crédit d'impôt recherche	Charge exercice	31.12.2012
Actif	(1 046)	1 053	(4 164)	(1 049)	2 854	(2 352)
Passif	901	(901)	(833)	-	1 051	218
Total					3 905	

15.2. Impôts différés

	01.01.2012	Résultat	Mouvements Capitaux Propres	Divers (dont écart de conversion)	31.12.2012
Impôts différés actifs	(3 077)	(1 161)	-	2	(4 236)
Impôts différés passifs	13 879	(6 818)	-	(10)	7 051
Total	10 802	(7 979)	-	(8)	2 815

La baisse des impôts différés passifs est en grande partie due à la constatation des dépréciations sur les actifs industriels.

Les impôts différés actifs proviennent essentiellement des différentiels de valorisation et d'amortissement des actifs immobilisés (1,3 M€), des provisions pour retraites et engagements assimilés (0,6 M€), des décalages temporaires fiscaux (1,6 M€) et des éliminations de marges sur stocks (0,5 M€).

Les impôts différés passifs émanent principalement des différentiels de valorisation et d'amortissement des actifs immobilisés (0,6 M€), des retraitements des contrats de location-financement (1,6 M€) et des provisions réglementées (4,5 M€).

15.3. Impôts sur les résultats

La ventilation des impôts au compte de résultat est la suivante :

	2012	2011
Impôts exigibles	3 905	6 029
Impôts différés *	(7 979)	476
Total	(4 074)	6 505

* La charge / Le produit d'impôt différé s'analyse comme suit :

- Produits/charges sur dotations/reprises nettes aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	(1 391)	239
- Produits/charges sur dotations/reprises nettes aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(6 926)	-
- Charges sur reprises de provisions réglementées et divers taxes et impôts	306	154
- Autres produits et charges divers	(301)	59
- Déficit reportable	(62)	244
- Autres différences temporaires	395	(220)
Total charge / (produit) d'impôt différé	(7 979)	476

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant :

	2012
Résultat courant avant impôt des entreprises intégrées	(12 555)
Charge / produit d'impôt théorique en France	3 427
Charge / produit d'impôt théorique en Allemagne	1 232
Charge / produit d'impôt théorique en Angleterre	(56)
Charge / produit d'impôt théorique en Italie	(14)
Charge / produit d'impôt théorique en Amérique	(802)
Charge / produit d'impôt théorique en Chine	152
Charge / produit d'impôt théorique en Oman	(10)
Total charge / produit d'impôt théorique	3 929
Impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables	145
Charge / produit d'impôt effectif(ve) sur les activités courantes	4 074
Résultat net des entreprises intégrées	(8 481)

L'impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables intègre essentiellement des décalages permanents.

Taux d'impôt sur les Sociétés (Exercice 2012 et ultérieurs)

France	34,43%	Chine	25,00%
Allemagne	28,25%	Italie	31,40%
Amérique	34,00%	Oman	12,00%
Angleterre	23,00%		

Note n° 16 : Produits de l'activité courante

	France	Etranger	2012	2011
Ventes de marchandises	2 119	12 255	14 374	10 663
Production vendue :				
. de biens	78 676	105 986	184 662	204 498
. de services	1 207	1 831	3 038	5 623
Chiffre d'affaires	82 002	120 072	202 074	220 784
Subventions d'exploitation			1 299	985
Autres produits			1 916	629
Autres produits de l'activité courante			3 215	1 614
Total des produits de l'activité courante			205 289	222 398

Les "subventions d'exploitation" correspondent principalement aux crédits d'impôt recherche.

Note n° 17 : Charges opérationnelles courantes

		2012	2011
Production stockée		(686)	(1 823)
Production immobilisée		(1 227)	(1 655)
Achats de marchandises		3 630	6 558
Variations de stocks marchandises		832	(1 605)
Achats de matières premières et autres approvisionnements		70 009	76 488
Variations de stocks matières premières et autres approvisionnements		(767)	(3 095)
Autres achats et charges externes		42 555	43 965
Charges de personnel		65 033	64 021
Impôts, taxes et versements assimilés		4 630	4 808
Dotations aux amortissements et aux provisions :			
. Sur immobilisations - dotations aux amortissements	Note 4	10 052	9 644
. Sur actif courant - dotations aux provisions		1 270	1 178
. Pour risques et charges - dotations aux provisions		490	2 649
Autres charges		455	490
Total des charges opérationnelles courantes		196 276	201 623

Note n° 18 : Résultat financier

	2012	2011
Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	279	219
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	80	81
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	359	300
Charges d'intérêts sur opérations de financement	359	627
Coût de l'endettement financier brut	359	627
Coût de l'endettement financier net	-	(327)
Produits financiers d'actualisation	48	73
Variation positive de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	14	18
Gains de change	788	553
Autres produits financiers	77	82
Total des autres produits financiers	927	726
Charges financières d'actualisation	236	273
Variation négative de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	3	25
Pertes de change	935	897
Autres charges financières	195	129
Total des autres charges financières	1 369	1 324
Résultat des autres produits et charges financiers	(442)	(598)
Résultat financier	(442)	(925)

Note n° 19 : Informations sectorielles

19.1. Ventilation des immobilisations par secteurs d'activité

	Au 31.12.2012					Au 31.12.2011				
	Extrusion	Pompes	Mécanique	Autres activités	Total	Extrusion	Pompes	Mécanique	Autres activités	Total
Ecart d'acquisition (1)	-	973	-	-	973	-	950	-	-	950
Sous-total incorporelles	8 715	6 136	1 315	45	16 211	7 862	5 794	1 334	40	15 030
Terrains et constructions	20 958	11 206	4 970	1 424	38 558	20 958	10 694	4 903	1 425	37 980
Matériels industriels et divers	168 145	27 772	7 408	206	203 531	161 867	26 609	7 564	214	196 254
Immob.corporelles en cours	1 097	285	78	1 562	3 022	1 374	1 097	6	-	2 477
Avances et acomptes	118	-	1	2	121	1 815	-	11	-	1 826
Sous-total corporelles	190 318	39 263	12 457	3 194	245 232	186 014	38 400	12 484	1 639	238 537
Valeurs brutes	199 033	46 372	13 772	3 239	262 416	193 876	45 144	13 818	1 679	254 517
Amortissements / Dépréciations cumulés	159 459	18 892	11 583	302	190 236	133 629	18 054	11 425	260	163 368
Valeurs nettes	39 574	27 480	2 189	2 937	72 180	60 247	27 090	2 393	1 419	91 149
Dotations de l'exercice	29 044	2 018	467	52	31 581	7 425	1 895	274	50	9 644
Total bilan par secteurs d'activité	80 821	100 075	10 441	59 741		104 108	94 457	11 087	58 894	

(1) concerne PCM Group UK Ltd.

Des terrains et constructions, propriété de Gévelot S.A. et mis à la disposition des Filiales, ont été affectés au Secteur Extrusion pour 11,1 M€ et au Secteur Pompes pour 2,1 M€.

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2012 à :

Extrusion à froid & Usinage :	8 807 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	2 634 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	300 K€
Autres activités :	1 571 K€
	<u>13 312 K€</u>

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2011 à :

Extrusion à froid & Usinage :	7 165 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	2 967 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	344 K€
Autres activités :	131 K€
	<u>10 607 K€</u>

19.2. Variation des passifs financiers par secteurs d'activité

	01.01.2012	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2012
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)				
Extrusion à froid & Usinage	9 443	(3 898)	5 383	10 928
Pompes / Technologie des Fluides	808	(753)	55	110
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	150	(64)	40	126
Autres activités	7	(7)	-	-
Sous-total	10 408	(4 722)	5 478	11 164
Emprunts et dettes financières divers	156	(16)	-	140
Découverts bancaires				
Extrusion à froid & Usinage	9 581	(9 581)	7 443	7 443
Pompes / Technologie des Fluides	3	(3)	7	7
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	391	(391)	6	6
Autres activités	1	(1)	1	1
Sous-total	9 976	(9 976)	7 457	7 457
Total	20 540	(14 714)	12 935	18 761

19.3. Chiffres d'affaires consolidés par secteurs d'activité

	31.12.2012			31.12.2011		
	Hors Groupe	Intra Groupe	Total	Hors Groupe	Intra Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	103 920	537	104 457	110 078	381	110 459
Pompes / Technologie des fluides	83 461	13 378	96 839	94 808	10 490	105 298
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	14 693	-	14 693	15 897	-	15 897
Autres activités	-	3 177	3 177	1	3 493	3 494
Eliminations et réconciliations	-	(17 092)	(17 092)	-	(14 364)	(14 364)
Total	202 074	-	202 074	220 784	-	220 784

19.4. Résultats par secteurs d'activité

Résultat opérationnel courant

	2012			2011		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	2 598	(2 518)	80	9 159	(2 536)	6 623
Pompes / Technologie des fluides	8 137	(639)	7 498	12 595	(996)	11 599
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	781	(70)	711	1 391	(69)	1 322
Autres activités	(2 503)	3 227	724	(2 370)	3 601	1 231
Total	9 013	-	9 013	20 775	-	20 775

Transition du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel	Extrusion	Pompes	Mécanique	Autres activités	Total 2012	Total 2011
Résultat opérationnel courant	80	7 498	711	724	9 013	20 775
Autres produits opérationnels	135	296	35	-	466	163
Litiges sociaux	-	-	-	-	-	(164)
Litiges commerciaux	253	(48)	(20)	-	185	(180)
Charges de restructuration	-	(2)	-	-	(2)	200
Pertes de valeur sur actif non courant (note 4)	(21 307)	-	(222)	-	(21 529)	-
Cession Ensival Moret Asia	-	-	-	-	-	(287)
Autres charges opérationnelles	(2)	(208)	(36)	-	(246)	(233)
Résultat opérationnel	(20 841)	7 536	468	724	(12 113)	20 274

Résultat opérationnel

	2012			2011		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	(18 323)	(2 518)	(20 841)	9 063	(2 536)	6 527
Pompes / Technologie des fluides	8 175	(639)	7 536	12 229	(996)	11 233
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	538	(70)	468	1 350	(69)	1 281
Autres activités	(2 503)	3 227	724	(2 368)	3 601	1 233
Total	(12 113)	-	(12 113)	20 274	-	20 274

Résultat courant avant impôts des entreprises intégrées

	2012			2011		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	(18 866)	(2 543)	(21 409)	8 334	(2 536)	5 798
Pompes / Technologie des fluides	8 086	(639)	7 447	11 934	(996)	10 938
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	524	(70)	454	1 297	(69)	1 228
Autres activités	(2 299)	3 252	953	(2 216)	3 601	1 385
Total	(12 555)	-	(12 555)	19 349	-	19 349

Résultat net de l'ensemble consolidé

	2012			2011		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	(13 708)	(1 667)	(15 375)	5 944	(1 663)	4 281
Pompes / Technologie des fluides	5 877	(419)	5 458	8 525	(653)	7 872
<i>dont Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence</i>	<i>593</i>		<i>593</i>	<i>880</i>		<i>880</i>
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	487	(46)	441	1 141	(45)	1 096
Autres activités	(544)	2 132	1 588	(1 886)	2 361	475
Total	(7 888)	-	(7 888)	13 724	-	13 724

19.5. Ventilation des immobilisations par zones géographiques

	Au 31.12.2012				Au 31.12.2011			
	France	Allemagne	Autres pays	Total	France	Allemagne	Autres pays	Total
Ecart d'acquisition (1)	-	-	973	973	-	-	950	950
Sous-total incorporelles	12 326	3 627	258	16 211	11 513	3 344	173	15 030
Terrains et constructions	27 728	8 374	2 456	38 558	27 238	8 374	2 368	37 980
Matériels industriels et divers	151 480	47 888	4 163	203 531	146 739	45 537	3 978	196 254
Immob.corporelles en cours	2 783	84	155	3 022	2 315	162	-	2 477
Avances et acomptes	73	48	-	121	1 063	763	-	1 826
Sous-total corporelles	182 064	56 394	6 774	245 232	177 355	54 836	6 346	238 537
Valeurs brutes	194 390	60 021	8 005	262 416	188 868	58 180	7 469	254 517
Amortissements / Dépréciations cumulés	142 238	46 361	1 637	190 236	125 021	36 959	1 388	163 368
Valeurs nettes	52 152	13 660	6 368	72 180	63 847	21 221	6 081	91 149
Dotations de l'exercice	20 705	10 417	459	31 581	6 875	2 422	347	9 644

(1) concerne PCM Group UK Ltd.

19.6. Chiffres d'affaires consolidés par zones géographiques

	31.12.2012		31.12.2011	
France	82 002	40,6%	90 298	40,9%
. Allemagne	33 404		34 427	
. Autres pays de l'Union Européenne	30 084		28 512	
. Autres pays d'Europe	1 480		1 828	
. Amérique	30 222		25 496	
. Autres zones géographiques	24 882		40 223	
Etranger	120 072	59,4%	130 486	59,1%
Total	202 074	100,0%	220 784	100,0%

Note n° 20 : Recherche et développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et Développement se sont élevées à 2 941 K€. Sur ces dépenses, 1 186 K€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Note n° 21 : Instruments financiers

	31.12.2012		Ventilation par catégorie d'instruments ⁽¹⁾				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
- Actifs financiers non courants	1 482	1 482	-	-	1 482	-	-
- Créances clients et comptes rattachés	42 510	42 510	-	-	42 510	-	-
- Autres débiteurs	5 754	5 754	-	-	5 754	-	-
- Actifs financiers courants	3 594	3 594	3 500	-	94	-	-
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 822	29 822	29 822	-	-	-	-
Actifs	83 162	83 162	33 322	-	49 840	-	-
- Passifs financiers non courants	7 889	7 889	-	-	-	7 889	-
- Dettes fournisseurs d'exploitation	21 923	21 923	-	-	21 923	-	-
- Dettes fournisseurs d'immobilisations	779	779	-	-	779	-	-
- Autres créditeurs	18 832	18 832	-	-	18 832	-	-
- Passifs financiers courants	10 872	10 872	-	-	-	10 872	-
Passifs	60 295	60 295	-	-	41 534	18 761	-

(1) Aucune reclassification entre catégories d'instruments financiers n'a été réalisée en cours d'exercice.

	31.12.2011		Ventilation par catégorie d'instruments ⁽¹⁾				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
- Actifs financiers non courants	1 292	1 292	-	-	1 292	-	-
- Créances clients et comptes rattachés	50 273	50 273	-	-	50 273	-	-
- Autres débiteurs	4 884	4 884	-	-	4 884	-	-
- Actifs financiers courants	3 653	3 653	3 500	-	153	-	-
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 285	22 285	22 285	-	-	-	-
- Actifs non courants détenus en vue de la vente	4 300	4 300	-	4 300	-	-	-
Actifs	86 687	86 687	25 785	4 300	56 602	-	-
- Passifs financiers non courants	6 161	6 161	-	-	-	6 161	-
- Dettes fournisseurs d'exploitation	22 799	22 799	-	-	22 799	-	-
- Dettes fournisseurs d'immobilisations	1 274	1 274	-	-	1 274	-	-
- Autres créditeurs	18 694	18 694	-	-	18 694	-	-
- Passifs financiers courants	14 379	14 379	-	-	-	13 669	710
Passifs	63 307	63 307	-	-	42 767	19 830	710

(1) Aucune reclassification entre catégories d'instruments financiers n'a été réalisée en cours d'exercice.

La juste valeur de la "trésorerie et équivalents de trésorerie" est assimilée à leur valeur comptable compte tenu de leur maturité très courte. Les "actifs financiers courants" comptabilisés en juste valeur par résultat correspondent aux comptes à terme reclassés du fait de leur exclusion de la trésorerie.

Les "actifs non courants détenus en vue de la vente" classés en "actifs disponibles à la vente" sont évalués à leur juste valeur en fonction du prix de vente.

Actifs et passifs financiers classés en "prêts, créances et autres dettes" :

- Les "actifs financiers non courants" et les "actifs financiers courants" sont évalués au coût amorti.

- La juste valeur des "créances clients et comptes rattachés" et des "autres débiteurs", ainsi que des "dettes fournisseurs d'exploitation", des "dettes fournisseurs d'immobilisations" et des "autres créditeurs" est assimilée à leur valeur au bilan, y compris des éventuelles dépréciations, compte tenu de leurs échéances très courtes de paiement.

Les "passifs financiers non courants" et les "passifs financiers courants" sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE)

Les instruments dérivés s'entendent des outils financiers utilisés par la société pour couvrir ses risques de change. Les contrats de change consistent en achats et ventes à terme de devises.

Gestion des risques financiers

Hormis sur ses emprunts à taux variables, le Groupe n'a pas de risque de marché significatif sur ses dettes et créances financières et sur ses valeurs mobilières de placement. Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est essentiellement constitué de placements monétaires. Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement partiellement basées sur des actions mais pour lesquelles le risque de perte de valeur est globalement négligeable au regard des très faibles durées de détention et des garanties fournies. Les taux de rémunération sont voisins de ceux du marché.

Le Groupe rencontre quelques risques de change dans ses exportations. Ces risques, lorsqu'ils sont significatifs, sont généralement couverts par des opérations de couverture de change (achats/ventes de devises à terme).

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité et afin de financer les projets de développements, le Groupe poursuit une politique de refinancement proactive et de gestion prudente de la trésorerie. Au 31 décembre 2012, la structure financière nette est positive et s'élève à 14 655 K€.

Le rapport de Gestion donne des informations complémentaires sur la gestion des risques du Groupe.

Instruments financiers - hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont de niveau 1 (prix cotés sur le marché).

Note n° 22 : Contrats de location

Type de Contrat	Total des paiements futurs	Valeur actualisée	Valeur nette des sous-jacents	Devise	Durée résiduelle moyenne	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux d'intérêt	Taux d'actualisation
Location simple - Exploitation	288	287		Euro	1 an	276	12	-	n/a	5,00%
Location simple - Hors Exploitation	1 033	982		Euro	2 ans	586	447	-	n/a	5,00%
Location-financement	6 575	6 139	17 270	Euro	2,5 ans	2 209	4 366	-	3,35%	5,00%

Les contrats de location simples sont des contrats de location de durées comprises entre 3 ans et 10 ans.

L'Exploitation s'entend essentiellement des locations d'espaces de stockage et d'engin de manutention.

Le Hors exploitation comprend les parcs de matériels informatiques et de machines de bureau ainsi que les véhicules de société.

La Location-financement correspond pour la très grande part à du matériel de production de Gévelot Extrusion (presses, matériel industriel).

Il a été comptabilisé une charge d'environ 1,1 Million d'Euros sur l'exercice 2012 au titre des contrats de location simple.

Note n° 23 : Rémunération des dirigeants

	2012	2011
Avantages à court terme (hors charges sociales)	802	685
Charges sociales	259	215
Total	1 061	900

Les Dirigeants sont les Membres du Conseil d'Administration et de la Direction Générale de Gévelot S.A..

La rémunération comprend le salaire brut, les primes, les avantages en nature et les jetons de présence.

Les Mandataires Sociaux ne bénéficient d'aucun système spécifique de retraite.

Note n° 24 : Effectif moyen

	2012	2011
Dirigeants et Cadres	202	197
Agents de maîtrise, employés et ouvriers	1 049	998
Total	1 251	1 195
Personnel intérimaire	77	130

Note n° 25 : Engagements hors bilan

Engagements donnés

	2012	2011
Avals, cautions et garanties	3 414	1 284
Total	3 414	1 284

Engagements reçus

	2012	2011
Avals, cautions et garanties	1 961	2 711
Total	1 961	2 711

Droit Individuel à la Formation :

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt heures.

Le nombre d'heures accumulées non consommées à fin 2012 s'élève à 84 971 heures contre 80 726 heures à fin 2011. 930 heures ont été consommées au cours de l'exercice 2012.

Aucune provision n'a été constatée, les actions de formation étant entièrement prises en charge par notre Organisme Paritaire Collecteur Agréé.

Note n° 26 : Entreprises liées

(en milliers d'euros)	2012		2011	
	Montant des transactions	Montant des soldes	Montant des transactions	Montant des soldes
Immobilisations	-	-	-	-
Créances		1 483		3 617
Dettes		262		63
Charges	1 545		1 835	
Produits	11 885		13 718	

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessus sont relatives aux opérations courantes réalisées avec la société Kudu et consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec les Parties liées Personnes physiques (Administrateurs, Mandataires Sociaux et les Membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif.

Note n° 27 : Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux

(en euros)	PRICEWATERHOUSECOOPERS				C.R.E.A.			
	2012		2011		2012		2011	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	89 500	100%	94 100	100%	98 500	100%	110 500	100%
<i>Emetteur</i>	56 500	63%	64 500	69%	56 500	57%	64 500	58%
<i>Filiales intégrées globalement</i>	33 000	37%	29 600	31%	42 000	43%	46 000	42%
Prestations directement liées à la mission de Commissaire aux Comptes	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Emetteur</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Filiales intégrées globalement</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	89 500	100%	94 100	100%	98 500	100%	110 500	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	89 500	100%	94 100	100%	98 500	100%	110 500	100%

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

CREA
37, avenue de Friedland
75008 Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux actionnaires
Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Gévelot SA tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Comme la note 2.2.4 de l'annexe le précise, lorsqu'apparaissent des indices de perte de valeur, la valeur recouvrable des actifs immobilisés amortissables, regroupés par unité génératrice de trésorerie, est comparée à la valeur nette comptable. En 2012, les tests ainsi réalisés ont conduit à constater des pertes de valeur (note 4.3 de l'annexe) à hauteur de 21,5 M€.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié la conformité de l'approche adoptée avec le référentiel IFRS ainsi que la correcte application des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur décrites dans l'annexe. Nous avons également examiné la documentation disponible comprenant notamment les prévisions de flux de trésorerie et les autres hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 26 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

CREA

Pierre Riou

Bernard Roussel

Comptes Sociaux au 31 décembre 2012

Bilan au 31 décembre 2012

ACTIF (en milliers d'euros)	Montant brut au 31.12.2012	Amortissements ou Dépréciations	Montant net au 31.12.2012	Montant net au 31.12.2011
ACTIF IMMOBILISE (I)				
Immobilisations incorporelles (A)				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	45	32	13	11
Total A	45	32	13	11
Immobilisations corporelles (B)				
Terrains	2 635	147	2 488	2 913
Constructions	14 516	8 745	5 771	5 999
Autres	175	88	87	101
Immobilisation corporelles en cours	1 562	-	1 562	-
Avances et acomptes	2	-	2	-
Total B	18 890	8 980	9 910	9 013
Immobilisations financières (C) (1)				
Participations	44 023	4 997	39 026	44 021
Créances rattachées à des participations	4 477	-	4 477	-
Prêts	37	-	37	37
Autres (3)	12	-	12	161
Total C	48 549	4 997	43 552	44 219
Total Actif immobilisé (I) (A + B + C)	67 484	14 009	53 475	53 243
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	98	-	98	193
Autres	2 126	-	2 126	1 179
Valeurs mobilières de placement	7 625	-	7 625	6 336
Disponibilités	1 356	-	1 356	3 011
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance (2)	29	-	29	33
Total Actif circulant (II)	11 234	-	11 234	10 752
Ecart de conversion actif (III)	-	-	-	-
Total général (I + II + III)	78 718	14 009	64 709	63 995

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

(3) Dont actions propres

4 482

88

-

151

95

151

PASSIF (en milliers d'euros)	Avant affectation		Après affectation	
	Montant net au 31.12.2012	Montant net au 31.12.2011	Montant net au 31.12.2012 (a)	Montant net au 31.12.2011 (b)
	CAPITAUX PROPRES (I)			
Capital	31 838	31 926	31 838	31 926
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves :				
. Réserve légale	3 184	3 180	3 184	3 193
. Autres	12 463	12 517	12 463	12 517
Report à nouveau	3 790	2 989	2 206	3 790
Résultat de l'exercice	53	2 451	-	-
Sous-total : situation nette	51 328	53 063	49 691	51 426
Subvention d'investissement	4	5	4	5
Provisions réglementées	2 580	2 317	2 580	2 317
Total de l'ensemble des Capitaux Propres (I)	53 912	55 385	52 275	53 748
PROVISIONS (II)				
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	7 829	6 799	7 829	6 799
Total Provisions (II)	7 829	6 799	7 829	6 799
DETTES (III) (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1	1	1	1
Emprunts et dettes financières divers	557	656	557	656
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	98	141	98	141
Dettes fiscales et sociales	267	305	267	305
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5	-	5	-
Autres dettes	2 040	708	3 677	2 345
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Total Dettes (III)	2 968	1 811	4 605	3 448
Ecart de conversion passif (IV)				
	-	-	-	-
Total général (I + II + III + IV)	64 709	63 995	64 709	63 995
(1) dont à plus d'un an	449	628	449	628
dont à moins d'un an	2 519	1 183	4 156	2 820
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	1	1	1	1

a) Après répartition soumise à l'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2013.

b) Après répartition décidée à l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012.

Résultat 2012

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	2012	2011
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Prestations de services	3 177	3 494
Montant net du chiffre d'affaires	3 177	3 494
Autres produits	73	136
Total des produits d'exploitation (I) (1)	3 250	3 630
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	566	756
Impôts, taxes et versements assimilés	534	546
Salaires et traitements	636	603
Charges sociales	298	278
Dotations aux amortissements sur immobilisations	247	246
Dotations aux dépréciations sur immobilisations	-	-
Autres charges	64	68
Total des charges d'exploitation (II) (2)	2 345	2 497
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	905	1 133
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (3)	1 782	1 782
Autres intérêts et produits assimilés (3)	224	150
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Total des produits financiers (III)	2 006	1 932
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 997	-
Intérêts et charges assimilées (4)	-	-
Différences négatives de change	-	-
Total des charges financières (IV)	4 997	-
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	(2 991)	1 932
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II) + (III - IV)	(2 086)	3 065
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	71
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 581	2
Reprises sur provisions et transferts de charges	138	784
Total des produits exceptionnels (V)	4 719	857
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	120	331
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	427	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	1 431	314
Total des charges exceptionnelles (VI)	1 978	645
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 741	212
Impôts sur les bénéfices (VII)	602	826
Total des produits (I + III + V)	9 975	6 419
Total des charges (II + IV + VI + VII)	9 922	3 968
5 - BENEFICE	53	2 451

(1) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs

(5) (5)

(2) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs

(8) (12)

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

1 807 1 782

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

- -

Tableaux de flux de trésorerie 2012

FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)	2012	2011
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net	53	2 451
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et dépréciations	5 244	261
- Provisions	1 293	(485)
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	(2 770)	(2)
Marge brute d'autofinancement	3 820	2 225
- Variation des stocks et en-cours	-	-
- Variation des clients	95	(79)
- Variation des fournisseurs	(43)	(18)
- Autres variations	351	(2 214)
Variation du besoin en fonds de roulement	403	(2 311)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	4 223	(86)
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(1 573)	(131)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(4 481)	(1 750)
Sous-Total	(6 054)	(1 881)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	3 196	-
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	151	2 088
Sous-Total	3 347	2 088
Investissements nets de la période	(2 707)	207
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	5	(82)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(2 702)	125
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Augmentations/(réduction) de capital	(151)	(2 071)
- Dividendes attribués aux actionnaires de la société	(1 637)	(1 637)
- Autres distributions	-	-
Total	(1 788)	(3 708)
- Variations des emprunts et dettes financières	(99)	34
- Variation du besoin en fonds de roulement et divers	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(1 887)	(3 674)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(366)	(3 635)
Trésorerie à l'ouverture	9 346	12 981
Trésorerie à la clôture	8 980	9 346
	(366)	(3 635)

**Annexe
des Comptes Sociaux
au 31 décembre 2012**

Annexe des Comptes Sociaux au 31 décembre 2012

Cette Annexe complète et commente le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2012, dont le total est de 64 709 233,77 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 9 976 998,37 euros et qui dégage un bénéfice de 53 108,48 euros.

Les notes n° 1 à 19, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels (sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros).

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 10 avril 2013 par le Conseil d'Administration.

Note N° 1 : Principes Comptables et Règles d'établissement des Comptes Sociaux

Les comptes annuels de la Société Gévelot S.A. ont été établis conformément aux prescriptions du plan comptable général 1999, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, et de l'ensemble des Règlements du C.R.C. postérieurs à cette date.

a) Principales méthodes utilisées

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels qui sont amortis en linéaire sur 3 à 15 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition hors coûts d'emprunt) à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de réévaluations légales.

Depuis le 01 janvier 2005, la société applique les dispositions des Règlements sur les Actifs relatifs respectivement à leurs amortissements, dépréciation (Règlement C.R.C. n° 2002-10) et à leur définition, évaluation et comptabilisation (Règlement C.R.C. n° 2004-06).

Gévelot S.A., par exception au principe de l'application générale rétrospective, a alors retenu, comme le prévoyaient les dispositions de première application des nouvelles règles, l'approche prospective dite : méthode de réallocation des valeurs nettes comptables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, sur la base du montant d'acquisition déduction faite de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation.

Les durées d'utilisation prévues sont :

- constructions à usage de bureau : linéaire 40 ans,
- constructions à usage industriel : linéaire 50 ans,
- autres immobilisations corporelles : linéaire 5 à 20 ans.

Il est précisé ci-dessous, les immobilisations qui ont fait l'objet d'une décomposition et les modalités qui ont été appliquées :

- Constructions

- o Structure : linéaire 40 et 50 ans,
- o Aménagements et agencements : linéaire 20 à 30 ans,
- o Ravalement : linéaire 10 ans,
- o Etanchéité : linéaire 20 ans.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu perdre de la valeur, il est procédé à un test de dépréciation. Un actif ou groupe d'actifs fait l'objet d'une dépréciation lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif ou groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation.

Participations

Les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport sauf réévaluation légale.

Cette valeur comptable est comparée à la quote-part détenue dans les capitaux propres comptables de la société concernée.

Lorsque cette quote-part est inférieure à la valeur comptable, il est réalisé une analyse complémentaire visant à estimer la valeur d'utilité de la participation en fonction de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'utilité ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable de la participation concernée, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence entre ces deux valeurs.

Autres éléments constitutifs de l'actif

A la clôture, la valeur nette comptable des éléments d'actifs, autres que les immobilisations incorporelles et corporelles, est comparée à leur valeur actuelle à la même date.

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est pratiquée pour la différence.

Valeurs mobilières de placement

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur liquidative ou de cession probable à la clôture de l'exercice est inférieure à celui-ci, une dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2012, constituées de SICAV monétaires et de comptes à terme, s'élève à 7,6 M€.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès leur octroi. Elles sont rapportées au résultat et constituent un produit exceptionnel.

Dans le cas de subventions partielles, elles sont reprises pour un montant égal à la dotation fiscale aux amortissements affecté du rapport subvention sur immobilisation.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent aux amortissements dérogatoires sur immobilisations incorporelles et corporelles. La contrepartie des mouvements de ces provisions est inscrite au Compte de Résultat dans les charges et produits exceptionnels.

Provisions

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément au Plan Comptable Général.

b) Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 1995, la Société Gévelot S.A a opté pour le régime fiscal de Groupe. Elle est à ce titre seule redevable de l'impôt dû sur le Résultat d'ensemble. En application des Conventions d'intégration fiscale conclues avec les Sociétés du périmètre d'intégration, chaque Société comptabilise la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration.

Le Groupe est formé de la Société-Mère, Gévelot S.A. "tête de Groupe" et des filiales françaises suivantes : Gévelot Extrusion, PCM et Gurtner.

La charge nette d'impôt de 602 K€ comprend :

- l'impôt sur le résultat propre à Gévelot S.A.	- 1 675 K€
- le produit d'impôt lié aux entités intégrées dans le Groupe d'intégration fiscale	+ 1 073 K€

Par ailleurs, un complément de provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt aux filiales de 1 030 K€ a été constaté au 31 décembre 2012 dans le cadre de ce régime.

c) Retraites

A leur départ en retraite, les Membres du personnel perçoivent des indemnités conventionnelles ou contractuelles. Les engagements correspondants sont pour une large part couverts par une assurance. La quote-part résiduelle non couverte n'est pas comptabilisée et figure en conséquence en engagements hors bilan.

d) Droit individuel à la Formation (DIF)

Dans le cadre de l'Avis n° 2004 – F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du C.N.C, relatif à la comptabilisation du droit individuel à la formation, la Société Gévelot n'a pas constaté de dettes au 31 décembre 2012.

Le nombre d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis à ce titre est de 459 heures. Ce nombre d'heures n'ayant pas donné lieu à demande, aucune provision n'a été constituée à la fin de l'exercice 2012.

e) Informations complémentaires

Conformément à la onzième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012, le Capital Social a été réduit d'un montant de 87 500 euros par voie d'annulation des 2 500 actions autodétenues par la Société.

Aucune nouvelle action n'a été rachetée en 2012 dans le cadre de l'autorisation donnée par cette même Assemblée.

Gévelot S.A. a acquis en octobre 2012 le premier étage de l'immeuble sis 6 boulevard Bineau à Levallois-Perret. Ce bien a fait l'objet d'un refinancement par voie de crédit-bail immobilier amortissable sur 15 ans mis en place en janvier 2013.

Cet actif est mis en location depuis début février 2013 à une Société extérieure au Groupe.

Par décision du Conseil d'Administration du 27 février 2013, Gévelot S.A. va racheter 30% de Dold auprès de Gévelot Extrusion pour 6 M€ par compensation du compte courant de 4,5 M€ figurant au bilan au 31 décembre 2012 et versement du complément en numéraire pour la différence. Après cette opération, Gévelot S.A. détiendra 100% de Dold.

Note n° 2 : Immobilisations et amortissements

Rubriques et postes	Immobilisations				Valeur brute à la fin de l'exercice 2012	Amortissements et dépréciations			
	Valeur brute au début de l'exercice 2012	Augmentations	Transferts	Diminutions		Cumulés au début de l'exercice 2012	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice 2012
Immobilisations incorporelles									
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	40	5	-	-	45	29	3	-	32
Total	40	5	-	-	45	29	3	-	32
Immobilisations corporelles									
Terrains	3 058	-	-	(423)	2 635	145	2	-	147
Constructions	15 552	-	-	(1 036)	14 516	9 553	224	(1 032)	8 745
Autres immobilisations corporelles	181	4	-	(10)	175	80	18	(10)	88
Immobilisations corporelles en cours	-	1 562	-	-	1 562	-	-	-	-
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	-	2	-	-	2	-	-	-	-
Total	18 791	1 568	-	(1 469)	18 890	9 778	244	(1 042)	8 980
Immobilisations financières									
Participations	44 021	2	-	-	44 023	-	4 997	-	4 997
Créances rattachées à des participations	-	4 477	-	-	4 477	-	-	-	-
Prêts	37	-	-	-	37	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	161	2	-	(151) *	12	-	-	-	-
Total	44 219	4 481	-	(151)	48 549	-	4 997	-	4 997

* Conformément à la onzième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 15 Juin 2012, Gévelot S.A. a procédé à l'annulation de 2 500 actions détenues en propre et valorisées à 151 K€.

Au 31 Décembre 2012, le Groupe ne détient aucune de ses propres actions.

Les Terrains et Constructions correspondent au 31 décembre 2012 à des bâtiments à usage de bureau pour 3 080 K€ ou à des ensembles industriels pour 5 179 K€, occupés par Gévelot S.A. ou mis à la disposition de ses Filiales ou de Tiers.

Gévelot S.A. a cédé en février 2012 l'actif immobilier de Vanves occupé jusqu'à fin 2011 par notre Filiale PCM.

Gévelot S.A. a par ailleurs cédé, en décembre 2012, les terrains du Site de Champocé sur Loire à PCM. Cette cession permet à PCM d'être propriétaire de l'ensemble du Site, PCM étant auparavant déjà propriétaire des constructions érigées sur ces terrains.

Ces deux opérations ont permis de dégager une plus-value de 2,7 M€ nette d'impôts.

Gévelot S.A. a acquis en octobre 2012 le premier étage de l'immeuble sis 6 boulevard Bineau à Levallois-Perret pour 1,4 M€. Ce bien, qui figure en immobilisations corporelles en cours au 31 décembre 2012, a fait l'objet d'un refinancement par voie de crédit-bail immobilier début janvier 2013.

Conformément au principe énoncé en note n°1, Gévelot S.A. a comparé la valeur comptable des Titres de Participation à la quote-part des capitaux propres des sociétés concernées ou à la valeur d'utilité selon le cas. Cette analyse a conduit à constater une dépréciation 5,0 M€ sur les titres de Gévelot Extrusion.

Les créances rattachées à des participations correspondent au compte courant avec Gévelot Extrusion. Le montant est constitué des loyers pour 2,5M€, ainsi que d'une avance de trésorerie pour 2,0 M€.

Note n° 3 : Provisions

Rubriques et postes	Augmentations		Diminutions		Montant à la fin de l'exercice 2012
	Montant au début de l'exercice 2012		Montant utilisé au cours de l'exercice 2012	Montant non utilisé au cours de l'exercice 2012	
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	2 317	288	(25)	-	2 580
Total	2 317	288	(25)	-	2 580
Provisions pour risques					
Provisions pour risques sociaux	-	-	-	-	-
Total				-	-
Provisions pour charges					
Provision intra-groupe pour restitution d'impôt jugée probable dans le cadre de l'intégration fiscale	6 799	1 143	(113)	-	7 829
Total	6 799	1 143	(113)	-	7 829
Dépréciations					
Dépréciations sur immobilisations	-	-	-	-	-
Dépréciations sur valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-
Autres dépréciations	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 4 : Etat des échéances des créances et des dettes

Rubriques et postes	Montant brut au 31.12.2012	Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus d'1 an
Créances			
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	4 477	4 477	-
Prêts (1)	37	5	32
Autres	12	-	12
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés (2)	98	98	-
Autres	2 126	2 044	82
Capital souscrit appelé, non versé	-	-	-
Charges constatées d'avance	29	23	6
Total	6 779	6 647	132
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (3) (4)	1	1	-
Emprunts et dettes financières divers (3) (5)	557	186	371
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (6)	98	89	9
Dettes fiscales et sociales	267	198	69
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (6)	5	5	-
Autres dettes (7)	2 040	2 040	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
Total	2 968	2 519	449

(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-
Prêts récupérés en cours d'exercice	-
(2) Dont effets de commerce	-
(3) Emprunts et dettes financières soucrits en cours d'exercice	1
Emprunts remboursés et transférés en cours d'exercice	100
(4) dont :	
- à deux ans au maximum à l'origine	1
- à plus de deux ans à l'origine	-
(5) Dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans	371
(6) Dont effets de commerce	-
(7) Dont envers les associés	-

Note n° 5 : Eléments concernant les Parties liées

Postes	Montant net au 31.12.2012
Avances et acomptes sur immobilisations	-
Participations	39 026
Créances rattachées à des participations	4 477
Prêts	-
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)	-
Créances clients et comptes rattachés	97
Autres créances	-
Capital souscrit appelé, non versé	-
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	-
Emprunts et dettes financières divers	557
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Autres dettes	2 040
Prestations de services	3 177
Autres produits d'exploitation	73
Autres achats et charges externes	23
Autres charges d'exploitation	64
Produits de participation	1 782
Autres produits financiers	25
Charges financières	-

Parties liées : ce sont les entreprises consolidées par la méthode d'intégration globale, les entités sous contrôle conjoint et influence notable et les dirigeants de la Société et les sociétés qu'ils contrôlent, ainsi que les membres de leur famille proche.

Note n° 6 : Réévaluation

Postes	Variations de la réserve de réévaluation au 31.12.2012			Montant en fin d'exercice 2012	Pour mémoire écarts incorporés au capital
	Montant au début de l'exercice 2012	Diminutions dues aux cessions	Autres variations		
Terrains	-	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-	2 222
Réserve de réévaluation (1976)	-	-	-	-	(2 222)
Réserve spéciale de réévaluation (1959)	-	-	-	-	(431)
Ecart de réévaluation libre	-	-	-	-	-
Autres écarts : Ecarts de réévaluation des immobilisations plafonnées	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 7 : Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2012
Créances clients et comptes rattachés	34
Autres créances	6
Valeurs mobilières de placement	88
Total	128

Note n° 8 : Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2012
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4
Dettes fiscales et sociales	123
Total	127

Note n° 9 : Charges et produits constatés d'avance

	Montant au 31.12.2012	
	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	29	-
Charges/Produits financiers	-	-
Charges/Produits exceptionnels	-	-
Total	29	-

Note n° 10 : Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice 2012	912 166	35,00
Actions émises pendant l'exercice	-	-
Actions remboursées pendant l'exercice	-	-
Actions annulées pendant l'exercice	(2 500)	35,00
Modification de la valeur nominale par incorporation de réserves	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice 2012	909 666	35,00

Soit un capital social de 31 838 310 euros.

Note n° 11 : Tableau des variations des capitaux propres

Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2011 avant résultat	52 934
Affectation du résultat 2011 à la situation nette par l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012	814
. Résultat 2011	2 451
. Dividendes distribués	(1 637)
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2012	53 748
Variations de l'exercice :	111
. Variation des primes, réserves, report à nouveau	-
. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	262
. Annulation des actions propres	(151)
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2012 avant résultat	53 859

Note n° 12 : Ventilation du chiffre d'affaires net

a) Répartition par secteurs d'activité

	Montant 2012	Montant 2011
Loyers	2 230	2 557
Services	947	937
Total	3 177	3 494

b) Répartition par marchés géographiques

	Montant 2012	Montant 2011
France	3 164	3 479
Allemagne	13	15
Total	3 177	3 494

Note n° 13 : Résultat exceptionnel

Les principaux éléments formant le résultat exceptionnel sont les suivants :

Rubriques	Montant 2012	Montant 2011
Provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	(1 030)	350
Amortissements dérogatoires	(263)	(277)
Coûts et risques sociaux	-	(73)
Remise en état du site industriel de Meudon	-	183
Impact contrôle fiscal	-	50
Taxes Foncières	(66)	-
Plus-values de cession	4 153	-
Divers nets	(53)	(21)
Total	2 741	212

Note n° 14 : Impôts sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

Rubriques	Résultat avant impôt au 31.12.2012	Montant de l'impôt sur les bénéfices 2012	Résultat net au 31.12.2012
Résultat courant	(2 086)	418	(2 504)
Résultat exceptionnel	2 741	1 257	1 484
Incidence intégration fiscale	-	(1 073)	1 073
Total	655	602	53

Le taux d'impôt retenu est de 33 1/3 %.

L'incidence sur l'imposition de l'exercice des évaluations fiscales dérogatoires, due aux amortissements dérogatoires est de 88 K € (produit).

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

La dette future d'impôts se trouvera allégée de 2 K€ en raison des provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation pour 5 K€ et accrue de 860 K€ au titre de la reprise des amortissements dérogatoires pour 2 580 K€.

Note n° 15 : Engagements hors bilan

	Montant au 31.12.2012
Engagements donnés :	
Dettes pour lesquelles l'entreprise a accordé une garantie	
- au titre de ses propres emprunts	-
- au titre de dettes contractées par des filiales	973
Engagements de crédit-bail T.T.C.	-
Engagements en matière de retraites	28
Total	1 001
Engagements reçus :	
Divers	-
Total	-

Engagements en matière de retraites (I.F.C.)

L'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière est calculé pour chacune des catégories : employés, cadres, en fonction de l'ancienneté acquise et du salaire moyen, charges sociales comprises, selon la méthode dite "des unités de crédit projetées", conformément à la Recommandation 03-R.1 du 1er avril 2003 du C.N.C..

Le chiffre retenu, soit 28 K€, est égal au montant du passif social IFC (178 K€) diminué de la valeur du fonds au 31 décembre 2012 (150 K€) détenu par Generali Patrimoine (Groupe Generali) dans le cadre d'un contrat permettant d'externaliser une partie de ces engagements.

Note n° 16 : Rémunération des Dirigeants

La rémunération globale des Organes de Direction et d'Administration s'est élevée à 474 120 euros pour l'exercice 2012.

Note n° 17 : Effectif moyen 2012

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	5	-
Agents de maîtrise et techniciens, employés	2	-
Total	7	-

Note n° 18 : Société consolidante

Gévelot S.A. est la société consolidante du Groupe Gévelot.

Note n° 19 : Filiales et participations au 31 décembre 2012

Sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en % ⁽¹⁾	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
A - FILIALES										
(50 % au moins du capital détenu par la Société)										
Filiales françaises										
Gévelot Extrusion S.A. 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	18 120	4 093	99,99	25 397	20 400	4 477	-	60 548	(3 014)	-
PCM S.A. 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	10 155	44 183	99,94	6 511	6 511	-	-	69 828	4 364	1 502
Gurtner S.A. 40, rue de la Libération 25300 Pontarlier	3 090	3 604	99,95	1 225	1 225	-	-	14 693	442	-
Filiales étrangères <i>(en milliers d'euros)</i>										
Dold Kaltfließpressteile GmbH Langenbacherstrasse 17/19 D-78147 Vöhrenbach (Allemagne)	13 000	3 733	70,00	10 890	10 890	-	-	43 935	2 491	280
B - PARTICIPATIONS										
(10 à 50 % du capital détenu par la Société)										
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

⁽¹⁾ Dont prêts de consommation

GEVELOT SA

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2012

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

CREA
PrimeGlobal
An Association of
Independent Accounting Firms

37, avenue de Friedland
75008 Paris

GEVELOT SA

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

Page 2

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers

92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

CREA

37, avenue de Friedland

75008 Paris

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires

Gévelot SA

6, boulevard Bineau

92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Gévelot SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La Société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières selon les méthodes décrites en note N°1a de l'annexe et constate, le cas échéant, une dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 26 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

CREA

Pierre RIOU

Bernard ROUSSEL

